Critique Communiste

revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IVe Internationale)

n° 37

janvier 85 / 14 fr.

Sommaire

Le Waterloo social rejeté !

•

XXVe Congrès du PCF
Les craquelures du carcan

•

Dossier

CREUSOT-LOIRE
LES MEFAITS ORDINAIRES D'UN GROUPE FINANCIER

•

Réponse de Lutte ouvrière à la LCR

•

Notes sur l'écrivain révolutionnaire Denis Diderot (II)

•

Index des articles parus en 1984

Editorial

Le Waterloo social rejeté !

LE mois de décembre 1984 aura été marqué, pour le mouvement syndical français, par deux échéances décisives : les élections enseignantes, la conclusion des négociations entre le CNPF et les syndicats sur la « flexibilité » du travail. S'ils n'ont que fugitivement retenu l'attention de la grande presse, il s'est pourtant bien agi des deux événements majeurs de cette fin d'année.

En jeu, pour le syndicalisme français : un éclatement et un reniement ! L'éclatement : celui de la FEN, seule fédération unitaire qui, par le choix de l'autonomie, a résisté à la scission de 1947. Le reniement : celui de la CFDT, de la CFTC et de FO prêtes, le stylo déjà à la main, à signer un accord sanctionnant, fait sans précédent, une amputation du droit du travail. Deux défis donc, relevés par ceux-là seuls qui étaient en mesure de refuser les manœuvres et les capitulations des directions syndicales : les travailleurs et les syndiqués.

Malgré leurs différences de nature, et au-delà de la coïncidence fortuite des dates, les deux événements appellent le rapprochement. L'analyse fait apparaître que les éléments les plus significatifs leur sont communs.

Le premier est le fond d'échecs sur lequel ils s'inscrivent. Ce qui les a rendu possibles l'un et l'autre c'est le bilan de trois années de politique gouvernementale de la gauche. Cette dernière s'est traduite, sur le terrain de l'école, par la défaite laïque, la capitulation du gouvernement et de la gauche devant l'offensive de la réaction rassemblée sous la bannière de « l'école libre »... Les directions de la FEN, en cautionnant cette politique, ont renié l'une des valeurs fondatrices de cette centrale, ont sapé un de ses piliers. En même temps, le refus de la majorité d'engager une grande politique scolaire, pour rallier qui la défense de la rénovation dans l'austérité, qui l'éloge de l'instruction par la sélection, a semé le doute et le désarroi au plus profond du milieu enseignant. Dans ces conditions, les candidats au dépeçage de la FEN pouvaient, en effet, penser que leur heure était venue. Il apparaissait tentant de profiter d'une tell situation pour provoquer la scission de la FEN et, à travers celle-ci, d'œuvrer à l'éclatement croissant du milieu enseignant.

Les directions syndicales engagées sur la flexibilité

Cette même politique s'est aussi traduite sur le terrain de l'emploi par l'échec le plus dramatique de la gauche. Après avoir annoncé que la lutte contre le chômage serait la priorité du régime, après avoir promis les 35 heures pour 1985, la majorité a cédé sur toute la ligne. Le chômage, ces derniers mois, a balayé les digues censées le contenir aux deux millions, la promesse des 35 heures s'est évanouie, le CNPF impose librement ses exigences : développement du temps partiel et du travail précaire, assouplissement en matière de licenciements, restrictions draconiennes de l'indemnisation des chômeurs, flexibilité...

Face à cette autre capitulation, les directions syndicales, loin de rappeler la majorité à ses devoirs les plus élémentaires, ont développé la fable contractuelle. A les croire, il faudrait discuter entre « partenaires sociaux » — syndicats et

patronat partageant le même vice du tapis vert — pour trouver les solutions communes à la même recherche de la compétitivité maximum des entreprises ! C'est vouloir convaincre que, face à l'emploi, il est un préalable : l'accroissement du profit patronal !

Au service de ce sale travail de démoralisation des enseignants, d'une part, de l'ensemble des travailleurs, d'autre part, de fantastiques moyens idéologiques ont été mobilisés. Impunément, une cynique campagne de presse a été orchestrée, des mois durant, contre un même fantomatique adversaire : le conservatisme allié au corporatisme !

Corporatistes et conservateurs, les enseignants qui sont attachés à la laïcité, qui pensent qu'on ne peut rénover l'école sans moyens, qui défendent leurs salaires et leurs conditions de travail !

Corporatistes et conservateurs, les syndicalistes qui refusent de sacrifier les intérêts des travailleurs sur l'autel de la « modernisation » ! *« Les confédérations ont du mal à accepter les mutations de la société industrielle »*, titrait, en toute bonne conscience, *le Monde*, au lendemain du refus *in extremis* de la CFDT, de FO et de la CFTC de signer l'acccord concocté par le CNPF...

Troisième élément commun : la division syndicale. L'offensive visant à scissionner la FEN a été impulsée et dirigée par la direction de FO, avec le concours militant du PCI et l'actif soutien des anticommunistes de tous poils pour qui un « parachèvement de 1947 » ne pourrait être que pain béni. Et la direction de la CGT n'attndait que le succès électoral de FO pour, de son côté, relayer l'opération.

Quant à l'offensive patronale sur la flexibilité, c'est également grâce à la division qu'elle a trouvé ses points d'appui au sein même du mouvement syndical. En accusant la CGT, seule confédération à refuser le cadre de l'accord proposé par le CNPF, de « conservatisme », les directions des autres centrales ont voulu faire croire que l'unité et le « syndicalisme moderne » étaient de leur bord : celui de la complicité avec le patronat. On ne saurait mieux rendre service à la direction de la CGT pour ses prochaines opérations de division à elle !

Ainsi, désarroi politique, campagne des médias et division se sont conjugués pour faire que l'année 1984 se termine par deux coups majeurs portés au syndicalisme. Face à ces projets, l'incapacité de l'une quelconque des centrales, plus directement menacée dans tel ou tel cas, à engager une riposte mobilisatrice, de même que les difficultés évidentes des courants lutte de classe à impulser une contre-offensive unitaire, pouvaient faire craindre le pire.

Pourtant, le pire a été évité ! Le score réalisé par FO ne semble pas pouvoir permettre l'enclenchement d'une dynamique de scission de la FEN dans l'immédiat. Malgré leur volonté et les engagements pris, Bergeron et Maire ont été contraints de reculer précipitamment et de renoncer, au moins provisoirement, à signer avec le CNPF l'accord sur la flexibilité.

C'est qu'il existait un recours, celui de la réaction profonde des enseignants dans le premier cas, des équipes syndicales et des syndiqués dans le second. C'est un véritable soulèvement, au sein de FO et de la CFDT, qu'a provoqué la publication de cet accord organisant la déréglementation du droit du travail. D'une force telle que, avec une rapidité foudroyante, il a obligé les directions à renverser la vapeur pour stopper une opération presque conclue.

Le camouflet

Il s'agit d'un événement dont il est encore difficile, aujourd'hui, de prendre toute la mesure. C'est un formidable camouflet pur les dirigeant syndicaux qui, rêvant debout, croyaient que leurs sornettes avaient pris force de loi. Ils ont cru que le temps était venu, pour eux, de se comporter, non en syndicalistes, mais en « partenaires » du patronat. Comme le souligne dans *le Monde* du 3 janvier Gérard Lyon-Caen, professeur à Paris I : *« Qu'on ne s'y trompe pas, le protocole du 16 décembre 1984, même rejeté au dernier moment, fera date : le syndicat n'y apparaît plus comme un groupement de défense des intérêts des salariés, mais comme un instrument de gestion économique à la disposition de qui veut s'en servir. »*

Le fait que l'accord n'ait pas été signé constitue un remarquable encouragement pour les syndiqués : il montre que la logique démente qui a conduit les directions sur une telle voie peut être combattue victorieusement. A condition

de ne pas se démobiliser, de ne pas céder à l'écœurement, mais, au contraire, d'engager le combat pour imposer un syndicalisme de classe, seul à même de défendre l'unité des travailleurs, et leurs intérêts.

Un combat dont il serait tout à fait illusoire de penser qu'il s'est achevé une fois ces premières victoires arrachées.

Les forces qui travaillent au dévoiement du syndicalisme ouvrier, à son affaiblissement, à l'aggravation de sa division, ont perdu en décembre une bataille. Elles sont loin d'être défaites. FO a pris place sur le champ syndical enseignant, ce qui veut dire que le ver de la scission est solidement installé. Les directions qui ont négocié l'accord sur la flexibilité avec le CNPF n'ont qu'une hâte : retourner à la table de négociations ! Et, de leur part, toute cette affaire n'est ni bévue ni égarement passager : il s'agit d'une orientation. Celle de la collaboration de classes sous les formes extrêmes qu'elle est appelée à prendre dans un situation de crise aiguë comme celle que nous connaissons actuellement. Elles n'auront de cesse avant d'avoir imposé cette orientation aux travailleurs, quel qu'en soit le prix ! La bataille sera donc longue et ardue. Elle nécessite des instruments plus trempés que de simples mouvements de révolte. Elle appelle de la part des travailleurs et des syndiqués des capacités à s'assurer d'autres victoires, moins discrètes et de plus grande ampleur.

XXVe Congrès du PCF

Les craquelures du carcan

Francis SITEL

Le recul spectaculaire subi par le PCF lors des élections européennes a précipité la crise en son sein. Il n'est plus possible de dissimuler les voyants d'un rouge alarmant : perte de 50 % de l'électorat entre 1979 et 1984, perte de cent mille adhérents selon les chiffres officiellement donnés par la direction (1), perte de 22 des 72 villes de plus de 30 000 habitants gérées par le PCF jusqu'en 1983... Un tel recul ne pouvait que secouer formidablement un parti qui, participant au gouvernement, se trouvait au même moment cautionner la politique anti-ouvrière de ce dernier.

Profitant du changement de Premier ministre au cours de l'été, la direction s'est dégagée de cette situation inconfortable. Il s'agissait alors, pour elle, d'éviter l'explosion au sein du parti en se mettant sur de nouveaux rails. L'organisation du XXVe Congrès pour février 1985 a pour fonction d'avaliser la nouvelle orientation.

Opération bureaucratique habile qui devait permettre de garotter les oppositions. Alors que la sortie du gouvernement ouvre une situation nouvelle, les oppositionnels se trouvent mis en porte-à-faux.

Les « néo-staliniens », qui avaient combattu la « ligne opportuniste » d'alliance avec la social-démocratie et de participation au gouvernement, se trouvent soudain privés en grande partie de leur espace politique. A l'opposé, les « rénovateurs » ne peuvent qu'avoir les plus grandes difficultés à défendre leur orientation, dès lors qu'ils renoncent à condamner une sortie du gouvernement conforme aux vœux d'une grande partie des militants.

Certes, cela ne saurait signifier le ralliement politique des uns et des autres à la direction, ni la solution aux conflits qui déchirent celle-ci. Au contraire ! Pour la première fois dans l'histoire du parti, le discrédit de la direction est tel qu'au sein du comité central, un groupe de dirigeants s'est abstenu sur le projet de résolution. Mais, en verrouillant le débat pour le XXVe Congrès, l'équipe dirigeante a d'ores et déjà imposé un nouveau tournant du parti. Tournant dont le XXVe Congrès n'a même pas les moyens de débattre.

Il est à noter, de ce point de vue, que dans la tribune de discussion de *l'Humanité*, jusqu'à présent, une seule contribution est revenue sur la participation au gouvernement pour la condamner (2). Quant au texte signé par Yvan Tricart, secrétaire de la fédération de l'Essonne, fédération qui est celle de Juquin et qui apparaît comme l'un des bastions des « rénovateurs », elle ressemble fort à une capitulation pure et simple (3).

Pourtant, la crise est suffisamment profonde pour que les choses n'aillent pas si simplement. Les contributions publiées dans *l'Humanité* en portent témoignage. Malgré l'avalanche des textes qui, selon la tradition, ont pour fonction de défendre et illustrer la nouvelle orientation, malgré les silences des opposants les plus en vue, quelques contributions font éclater les vraies questions. Tel est le cas, en particulier, des contributions de Jean Ooghe, militant de l'Essonne et ex-membre du comité central, de Félix Damette, membre du comité central qui était le seul à s'être abstenu sur le rapport de Marchais lors du comité central de septembre, de Lucien Lanternier, maire de Gennevilliers, qui avait déjà publié une contribution critique lors de la préparation du XXIVe Congrès (4).

La direction s'est donc trouvée dans l'obligation de laisser passer ces textes et elle ne peut pas ne pas y répondre. Du coup, le débat dans les colonnes de *l'Humanité* constitue un miroir qui, pour déformant qu'il soit,

---

1. Paul Laurent, pour la commission de la tribune de discussion, a repris J. Ooghe qui annonçait moins de 400 000 adhérents, en écrivant : « La libre discussion ne justifie pas les contre-vérités. Les effectifs du Parti se sont accrus jusqu'à un maximum de 710 000 adhérents en 1979-1980. Ils vont se situer à plus de 600 000 fin 1984. Ce reflux est suffisamment important pour qu'il ne soit pas caricaturé. » (in « l'Humanité » du 3 décembre 1984).

2. Roger Meublat, fédération de la Creuse, in « l'Humanité » du 14 décembre 1984 : « Sans qu'ils aient été la majorité, de nombreux camarades ont estimé en 1981 qu'il valait mieux soutenir activement sans participer au gouvernement. »

3. Yvan Tricart, in « l'Humanité» du 19 décembre 1984 : « Pour ma part, j'aurais souhaité une préparation du congrès et un texte différents, une étude plus poussée du résultat des mutations dans la crise, une réflexion plus finie sur le rassemblement populaire majoritaire, sa liaison entre lutte et perspective politique, une étude plus fine de la réalité des pays socialistes dans leur diversité et leur complexité, et enfin arriver à faire de ce parti communiste le grand parti efficace dont nous avons besoin pour construire le socialisme autogestionnaire que nous voulons. Bref, beaucoup de questions. Le débat actuel traite entre autres de ces questions, il les affine et propose des avancées. »

4. La contribution de Jean Ooghe a été publiée dans « l'Humanité » du 3 décembre 1984. Celle de Félix Damette dans « l'Humanité » du 8 décembre 1984. Celle de Lucien Lanternier dans « l'Humanité » du 11 décembre 1984.

reflète les interrogations qui traversent le PCF. Et à partir duquel il est possible de reconstituer les grandes questions qui se posent aujourd'hui aux militants du PCF.

Le mal et ses origines

Les trois signataires signalés plus haut avancent une même caractérisation de la crise actuelle du PCF et du risque qu'elle lui fait courir : celui de la marginalisation. *« Les résultats des élections européennes de juin 1984 ont accéléré le processus de marginalisation du Parti, apparu en pleine lumière aux présidentielles de 1981 »* (J. Ooghe) ; *« Nous courons le risque de la marginalisation* (F. Damette) ; *« Les reculs successifs qui nous ont amenés au seuil de la marginalisation : perte de millions de suffrages et de centaines de milliers d'adhérents — coupure avec les intellectuels et la jeunesse — perte de très nombreuses municipalités — ce qui nous ramène au plan de l'influence nationale à la situation d'avant le Front populaire, à plus de cinquante années en arrière. »* (L. Lanternier)

La gravité d'une telle appréciation, dont il est difficile de nier la pertinence, conduit nécessairement leurs auteurs à appeler le parti à un débat en profondeur, et sa direction à une autocritique majeure. Faute desquelles *« l'existence et l'avenir du PCF en tant que grande force nationale »* se trouveraient mis en cause (Ooghe).

Or, comme à l'évidence telle n'est pas la fonction de l'actuel débat contrôlé par la direction, cette dernière se trouve sévèrement attaquée, et critiqué le mode de fonctionnement qu'elle impose au parti. *« En violation flagrante avec nos principes fondamentaux, la direction actuelle rejette catégoriquement toute analyse autocritique, s'oppose à toute modification du fonctionnement du parti et refuse les mises à jour devenues pourtant indispensables. »* (J. Ooghe) ; *« Pour reconstruire la nécessaire confiance entre le parti et sa direction il nous faut, sur la base de nos principes, savoir procéder à la recomposition du groupe dirigeant et surtout inventer une pratique directionnelle nouvelle qui considère le parti tout entier comme politiquement majeur. »* (F. Damette) ; *« La recherche des raisons de ce recul (...) doit intégrer la nécessaire dimension critique et autocritique sur les orientations et les pratiques propres au parti avant 1977 mais aussi de 1977 à 1981 puis de 1981 à 1984. Cette analyse doit être d'autant plus rigoureuse que les responsabilités sont plus élevées. »* (L. Lanternier).

Si Ooghe aussi bien que Lanternier rappellent la directive de Thorez *« Que les bouches s'ouvrent ! »*, c'est qu'ils jugent que les causes du processus de marginalisation que subit le parti sont à rechercher dans la politique menée au cours des dernières années. Ce que Damette appelle un *« mouvement en zigzag, incompréhensible pour la grande majorité de notre peuple et déroutant le parti lui-même. »*

Pour sa part, la direction, bien évidemment, récuse une telle responsabilité. Sa propre appréciation de la situation, telle qu'elle apparaît à travers le rapport Marchais et le projet de résolution, ainsi que dans les contributions qui viennent en couverture de l'une et l'autre, vise à relativiser la crise que connaît le parti et, par là, à escamoter ses propres responsabilités en l'affaire.

Le complexe échafaudage idéologique construit autour de l'idée du « retard stratégique » n'a pas d'autre fonction. La fameuse continuité entre les XXIIe, XXIIIe, XXIVe et XXVe Congrès, tend à accréditer l'idée que, depuis 1976 et le XXIIe Congrès, la direction s'est attelée à la tâche de définition d'une voie spécifique et démocratique de passage au socialisme, la seule viable, celle du « socialisme à la française ». Et ce, en réaction au retard accumulé depuis 1956, et malgré les difficultés multiples qui en résultaient pour frayer cette voie originale. Ainsi, il faudrait éclairer les erreurs récentes par la compréhension des anciennes fautes. Au nom de cette implacable logique récurrente, mal venu celui qui oserait critiquer les erreurs des cinq dernières années, alors que les dirigeants, eux, s'autocritiquent sur vingt-cinq ans !

Ce sens de l'humour tout particulier semble communicatif. Certains thurifaires de la direction n'hésitent pas à expliquer : *« De même, le reproche d'un refus de toute autocritique me paraît pour le moins... inadéquat quand une partie importante du texte est consacrée à la remise en cause de notre tactique depuis vingt-cinq ans* (5). *»*

Quant au bilan de la participation au gouvernement, il n'en est guère question. Le débat sur les institutions, que la direction veut visiblement impulser, devrait permettre d'en tenir largement lieu. On savait déjà que quatre ministres communistes dans un gouvernement, ce n'est pas

5. Colette Privat, in « l'Humanité » du 19 décembre 1984.

beaucoup. Mais lorsqu'on découvre que tout s'est déroulé dans un « Etat monarchique », il est possible de conclure que la responsabilité propre du PCF ne pesait de rien... A présent, donc, que les yeux, sinon les bouches, s'ouvrent !

Quelle stratégie ?

Le dernier avatar du « retard stratégique » a conduit le PCF à rester prisonnier, plus longuement et profondément que de raison, d'une forme erronée d'alliance. Tel est, selon la direction, le grand apport que doit sanctionner le XXVe Congrès, qui conclut et libère une longue élaboration tâtonnante depuis le XXIIe Congrès. Assomption d'un astre nouveau au firmament de la stratégie révolutionnaire : le nouveau rassemblement populaire majoritaire.

Les choristes du « NRPM » n'ont pas de mal à chanter les louanges de l'orientation new look. Elus locaux ou vétérans du parti, paysans, ouvriers ou cadres, il leur suffit, sur la base de leur expérience, d'insister sur deux évidences. La première est celle des dégâts provoqués par les « illusions » en un changement venu d'en haut, telles qu'elles ont été sécrétées par « l'alliance au sommet ». La seconde est celle des formidables possibilités qui s'ouvrent, à la base, sur le terrain, à des cellules armées de la radieuse perspective du « NRPM ».

Exercice plus risqué qu'il n'y paraît. Car si l'on sait ce que n'est pas le « NRPM » — ni l'union avec les forces politiques de gauche, ni un succédané de « l'union à la base » — il est plus difficile de cerner ce qu'il est !

En effet, les multiples exemples donnés — la lutte dans les entreprises, les quartiers et les régions, l'organisation des « gens » sur la base de leurs problèmes, les pétitions, les cahiers de revendications, les démarches auprès des pouvoirs publics, etc. — se ramènent à quelque chose d'important certes, mais qui ne brille pas par sa nouveauté. Qu'est-ce d'autre que l'activité quotidienne et traditionnelle d'un parti qui prétend défendre les intérêts des travailleurs et de la population laborieuse ?

Reste l'accent mis par de nombreuses contributions sur la nécessaire intervention des ICTAM (ingénieurs, cadres, techniciens, agents de maîtrise) sur la base d'une « démarche politique rénovée ». Mais le goût en est plus douteux que nouveau lorsqu'on repasse le plat de l'intervention dans la gestion. Telle Josiane Zarka qui écrit : *« Il nous faut partir du vécu de chacun et ce vécu est toujours spécifique. Loin d'être un obstacle au rassemblement anti-crise, une telle diversité est la condition de son ampleur et de sa force : ce cadre d'Air France, qui est d'accord avec notre campagne "achetez français" parce que, dit-il, "cela fait faire des économies à la compagnie" : il vient enrichir le rassemblement sur la base de sa démarche spécifique de cadre* (6). »

Le seul ingrédient un tant soit peu saisissable de ce vieux ragoût est celui des alliances sans rivages. Du côté de la direction et de ses soutiens, pour parler du passé, on n'a pas de mots assez durs lorsqu'il s'agit de dénoncer l'alliance avec le Parti socialiste et la dangereuse abstraction de la « démarche programmatique ». Un contributionnaire va jusqu'à parler de *« la tare congénitale de l'alliance au sommet »* (7) ! Un autre, iconoclaste, s'extasie : *« Je me rappelle ces manifestations où nous mettions à toutes les sauces le mot d'ordre "une seule solution, le programme commun", sous-entendu avec la victoire de la gauche* (8). » Gageons, cher camarade, que les travailleurs s'en souviennent aussi !

Mais, lorsqu'il faut décrire le présent et l'avenir, ce sont de boueuses contrées qui nous sont proposées, où les références droite/gauche chavirent et où se profilent comme partenaires les inquiétantes silhouettes des cadres obsédés par la bonne marche de leur entreprise, des patrons fidèles défenseurs de la libre entreprise nationale et des évêques serviteurs de la foi. Eliane Hulot, de la section de Vitry, écrit : *« Ce qui importe c'est d'agir tout de suite avec tous ceux qui le veulent pour maintenir et créer des emplois. Sur ce terrain décisif, des convergences se font jour comme en témoigne la déclaration de l'évêque de notre département qui, dans un communiqué rédigé avec le conseil diocésain de Mission ouvrière du 94, souligne* (9)... »

Las, cette voie-là n'est ni celle de la nouveauté ni celle du socialisme !

Face à ce déferlement de sottises, les quelques contributions réellement contestatrices n'opposent pas de critique fondamentale. F. Damette va même jusqu'à concéder : *« Le projet a raison d'insister sur le rassemblement populaire, la lutte directe contre la crise avec tous les intéressés. »*

Pourtant, quelques questions sont

---

6. Josiane Zarka, in « l'Humanité » du 7 décembre 1984.

7. Christian Audoin, in « l'Humanité » du 1er décembre 1984.

8. Gabriel Massou, in « l'Humanité » du 4 décembre 1984.

9. Eliane Hulot, in « l'Humanité » du 5 décembre 1984.

10. Jean-Claude Gomez, in « l'Humanité » du 6 décembre 1984.

soulevées qui peuvent constituer autant de mises en cause de la démarche elle-même. F. Damette, avec une feinte innocence, suggère que ne soit pas abandonnées les notions de droite et de gauche et qu'on ne renonce pas à toute perspective d'union. *« Il faut tenir compte*, écrit-il, *du fait que la notion de gauche et la volonté d'union sont des données politiques de masse qui font partie et feront partie longtemps du mouvement populaire lui-même. »* Et : *« En posant les luttes hors du champ politique et en définissant l'union de la gauche en termes d'accords avec le Parti socialiste, nous faisons comme si toute possibilité de déboucher au niveau de l'Etat était renvoyée à un avenir lointain. »* Que de telles remarques, empruntées à l'ABC de la politique, entrent en collision frontale avec les conceptions développées à l'heure actuelle par la direction, cela suffit à juger la valeur de ces dernières.

Quant à L. Lanternier, il indique, sur le même mode allusif, une perspective bien opposée à celle du « NRPM » lorsqu'il invite à une réflexion sur la question de l'Etat. *« A mon sens*, écrit-il, *le problème de la conquête du pouvoir, l'investissement de l'appareil d'Etat par le mouvement populaire au terme d'un processus démocratique ne peut être éludé, ce qui suppose comme pour tout parti politique, et à plus forte raison pour le Parti révolutionnaire, un programme proposant une large politique d'union rejetant l'étroitesse comme toutes les formes de collaboration de classes, mais qui repose aussi et surtout dans la prise en compte des mutations. »* La charge contestatrice de telles remarques, dans le cadre du débat actuel du PCF, c'est de faire rentrer par la fenêtre des questions aussi décisives que la nécessité de l'unité, d'un programme d'action, d'une stratégie visant à la conquête du pouvoir d'Etat !

Le sujet tabou des pays de l'Est

Dès le rapport préparatoire de Marchais, au comité central de septembre, la question décisive des pays de l'Est a été verrouillée. Il était écrit : *« A partir de là, il arrive que des camarades fassent le raisonnement suivant : puisque ces pays sont, apparemment, un "boulet" que nous traînons, qu'est-ce qui nous empêche de couper la chaîne ? Rompons avec eux : proclamons que ce que nous voulons pour la France est à l'opposé de ce qu'ils font ; nous n'aurons pas résolu tous nos problèmes, mais celui-ci, au moins, aura disparu...*

« Une telle démarche est profondément erronée. D'abord parce qu'elle est illusoire : ce que nous voulons pour la France, c'est une société socialiste. Originale, démocratique, "à la française", différant profondément de ce qui se construit ailleurs, oui. Mais socialiste. Qu'on le veuille ou non, pour former leur jugement, les Français qui tournent leurs regards vers nous, qui peuvent être gagnés à notre projet de société, se référeront toujours au socialisme tel qu'il s'édifie dans plusieurs pays. A moins, bien sûr — mais c'est une boutade —, de renoncer à qualifier de "socialiste" la perspective que nous offrons, il n'existe aucune échappatoire au problème qui nous est posé. »

Du coup, les mots brûlants d'URSS, Pologne, Afghanistan, et même Nicaragua, semblent interdits de débat, au moins de ce que *l'Humanité* en retranscrit. Dans la tribune de discussion, on ne rencontre, en effet, que quelques remarques critiques sur les « carences en matière de libertés » que connaissent les pays de l'Est. Et un mouvement d'humeur qui n'a pas dû déplaire à Marchais : *« Le poids des réticences à l'égard du socialisme existant (qu'il convient de lever en disant simplement et fermement la vérité, en combattant les caricatures haineuses) ne peut, à mon sens, conduire à ne pas donner la perspective immédiate du socialisme répondant à la fois aux aspirations et à l'expérience vécue par des millions de Françaises et de Français* (10). »

Mais sur ce terrain aussi, les contributions de J. Ooghe et L. Lanternier posent ces questions en d'autres termes. *« C'est enfin la condition pour débarrasser notre politique de toute complaisance à l'égard des pays socialistes, dont les acquis ne peuvent pas continuer à dissimuler les carences fondamentales en matière de démocratie, c'est-à-dire, en fin de compte, l'un des éléments décisifs après la suppression des rapports de production capitaliste, de l'émancipation effective des travailleurs. »* (J. Ooghe).

Quant à L. Lanternier, il écrit : *« Enfin, notre projet de société, le socialisme à la française avec lequel je suis complètement d'accord, suppose de débarrasser notre politique de toute complaisance à l'égard des pays socialistes dont les acquis ne peuvent continuer à dissimuler, chez la plupart, des carences fondamentales en matière de démocratie socialiste. C'est pourtant là l'élément décisif après la suppression des rapports de production capitaliste, de l'émancipation effective des travailleurs manuels et intellectuels. »*

Des pistes qui devraient permettre de refuser l'impasse du « socialisme réellement existant » dans laquelle la direction du PCF voudrait engager les travailleurs !

Une stratégie en pointillé

Ce n'est pas un des moindres paradoxes de la crise actuelle du PCF et du débat auquel elle donne lieu : dans le cadre étriqué et stérile imposé par la direction, qui écarte toute réelle discussion sur la situation internationale et sur les enjeux de la situation française, qui ne tire aucun vrai bilan de l'expérience de sa participation au gouvernement, surgissent, malgré tout, des questions qui mettent fondamentalement en cause le PCF lui-même, sa ligne, sa fonction, ses rapports à la classe ouvrière et aux pays de l'Est. Il n'est pas habituel, dans les discussions préparatoires à un congrès du PCF, de voir exprimée l'idée qu'il est du *« droit absolu pour les adhérents de rejeter une politique qui a conduit à l'échec et de définir une autre poitique ; également le droit absolu d'élire d'autres dirigeants »* (J. Ooghe).

Reste que cette « autre politique » n'est que dessinée en creux. Les contributionnaires dont nous avons parlé se revendiquent d'une « stratégie révolutionnaire » : pour que de telles références ne soient pas formelles, comme c'est habituel dans les débats du PCF, il faudrait qu'elles se concrétisent en positif.

Aujourd'hui, des questions essentielles sont pointées, comme autant de critiques de la politique portée par la direction, mais les réponses demeurent en grande partie à apporter, sous peine d'en rester à une stratégie en pointillé. Ce qui suppose de déjouer les pièges que fait jouer la direction. Le débat actuel permet d'en repérer quelques-uns.

Le premier porte sur l'articulation entre mobilisations des travailleurs et débouché politique à celles-ci. Pour répondre à ce problème, la direction dispose de deux réponses contradictoires qui, toutes deux, permettent de paralyser le mouvement des masses. Un mouvement qui doit s'appuyer

sur la combinaison entre luttes pour des objectifs immédiats et perspectives politiques centrales.

Des années durant, la direction du PCF a soumis les luttes ouvrières à la seule perspective d'une victoire électorale sur la base de l'accord d'union de la gauche. Aujourd'hui, elle propose l'inverse : des mobilisations et des rassemblements, à la base, censés être le socialisme en marche pas-à-pas. Dans le premier cas, le mouvement des masses est réduit à un rôle accessoire au regard des prétendus objectifs électoraux. Dans le second, le mouvement est présenté comme le tout, au point de prétendre qu'il n'est plus besoin ni d'objectifs politiques ni de programme d'action. L'une et l'autre tactique reviennent à brider bureaucratiquement la dynamique même de la mobilisation des masses.

Le second piège, qui est la traduction du premier, concerne les alliances et l'unité d'action. Il n'est pas pensable que le mouvement des masses puisse progresser s'il ne parvient pas à surmonter les divisions profondes qui le traversent, tant au plan syndical que politique. Là encore, les réponses apparemment contradictoires apportées par la direction du PCF conduisent à une même impasse. Il s'agit soit du fallacieux accord pseudo programmatique entre organisations ayant des projets différents, comme hier l'union de la gauche, soit, aujourd'hui, le refus de tout accord avec le PS et le choix de la division. Ce qui revient à condamner les militants communistes à ce que l'auteur d'une contribution désigne justement comme un dilemme : *« Dilemme apparemment insoluble : sans lui* [le PS], *on ne peut rien faire, et avec lui non plus* (11). »

En refusant de définir un quelconque objectif politique qui puisse être commun à l'ensemble des travailleurs dans la situation présente, en condamnant à priori toute perspective d'unité d'action avec le PS ou d'autres forces du mouvement ouvrier, la direction du PCF opère un véritable désarmement politique des travailleurs. Elle peut bien, par ailleurs, bavarder sur le « NRPM », censé conduire au socialisme, elle sait que cela ne peut avoir strictement aucune conséquence pratique, dès lors que les travailleurs se trouvent proprement dépossédés de toute perspective de peser par eux-mêmes sur le cours des choses.

Confrontés à cette véritable « anti-stratégie révolutionnaire », les militants communistes qui refusent de renier le sens de leur engagement militant se voient contraints de relever un défi. Plus que refuser la ligne de la direction, il leur faut, aujourd'hui, proposer une stratégie alternative, seule à même de faire sauter les verrous bureaucratiques imposés par une direction soucieuse avant tout de ses propres intérêts.

Une stratégie qui, rompant définitivement avec le poids mort du stalinisme, permette de poser en termes nouveaux l'analyse des sociétés bureaucratisées de l'Est et l'élaboration d'une politique d'émancipation des travailleurs dans notre pays, ainsi que la question des questions : celle du parti révolutionnaire.

26 décembre 1984

---

11. Henri Grossard, in « l'Humanité » du 28 novembre 1984.

Dossier

Creusot-Loire

Les méfaits ordinaires d'un groupe financier

Michel MOREL

L'affaire Creusot-Loire a fait la une de l'actualité sociale ces derniers mois. De nombreux aspects en sont pourtant restés obscurs, ont été volontairement brouillés par les mass-media. Celles-ci s'en tenaient le plus souvent au scénario à la mode des rigueurs de la « modernisation », liant les impératifs de la mutation industrielle à ceux des plans de licenciements ! Le tout dans le décor d'une industrie lourde restée marquée par l'empreinte des maîtres de forges du siècle dernier : les barons Schneider...

La réalité à laquelle se sont heurtés de front les salariés de Creusot-Loire dans leur lutte remarquable contre le démantèlement de leur entreprise (et dont nous avons largement rendu compte dans *Rouge*), est à la fois plus simple et plus difficile à mettre en lumière, en raison du traditionnel « secret des affaires ». Une étude rapide de l'évolution du groupe Empain-Schneider ces dix dernières années lève pourtant — au moins en partie — le voile sur la stratégie de restructuration et de redéploiement d'un grand groupe industriel et financier aujourd'hui. Elle révèle les liens de son état-major avec les hautes sphères du monde financier et politique. Elle met en évidence la domination de la classe dirigeante, que le changement de majorité politique le 10 mai 1981 a laissée intacte. Elle fonde en fin de compte les mesures indispensables à tout début de changement des rapports de pouvoir dont les travailleurs font intégralement les frais : l'expropriation des propriétaires des moyens de production, la prise de contrôle de ceux-ci par les travailleurs mobilisés, l'exercice de toutes les mesures nécessaires pour empêcher la classe dominante de continuer à sévir.

Faire l'économie de ces moyens indispensables, c'est laisser les pleins pouvoirs à la grande bourgeoisie. L'affaire Creusot-Loire est au fond une illustration de plus de l'impossibilité d'arrondir les angles du capitalisme, de la parfaite utopie et mystification de toute « gestion de gauche » de ce système.

•

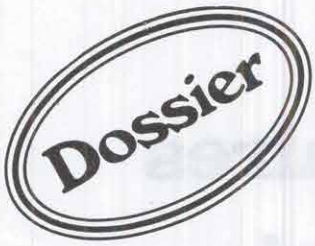
POUR saisir le fil de la logique de restructuration du groupe Empain-Schneider, dont le démantèlement de Creusot-Loire est partie intégrante, il faut tout d'abord revenir sur la question du nucléaire. C'est en effet le gigantesque marché des centrales mis en œuvre par EDF et les gouvernements des années soixante-dix qui explique l'intérêt du groupe Empain pour Creusot-Loire hier, et les raisons de son désengagement aujourd'hui.

Le nucléaire : ou comment s'y placer et s'en dégager

Le choix du groupe industriel chargé de la construction des centrales se porte en 1975 sur Creusot-Loire et les filiales du groupe Empain. Framatome produira les chaudières. Les pièces élémentaires et les pièces internes du réacteur sortiront des ateliers du Creusot. Les pompes primaires seront fabriquées par Jeumont-Schneider. Les tuyauteries et annexes seront l'œuvre de Spie-Batignolles, comme le génie civil et le montage des installations électriques. Thermatome, filiale commune de Jeumont-Schneider, Spie-Batignolles et Merlin-Gérin (ces trois sociétés sont liées comme Creusot-Loire et Framatome à l'ensemble industriel et financier Empain-Schneider, voir **encadré 1**), réalise enfin le pilotage des équipements de centrales de 1 300 MW (Merlin-Gérin est spécialisé dans la production des équipements électriques de haute puissance). La liste est longue. Elle est proportionnelle aux profits espérés, les travaux cités représentant environ 70 % du prix d'une centrale.

En guise de consolation, le concurrent direct du groupe Empain (son partenaire également, nous y reviendrons), Alsthom Atlantique (groupe CGE, Compagnie générale d'électricité) se verra attribuer la réalisation du matériel d'équipement classique des centrales : turbo-alternateurs, condenseurs, représentant environ 20 % du coût d'un chantier.

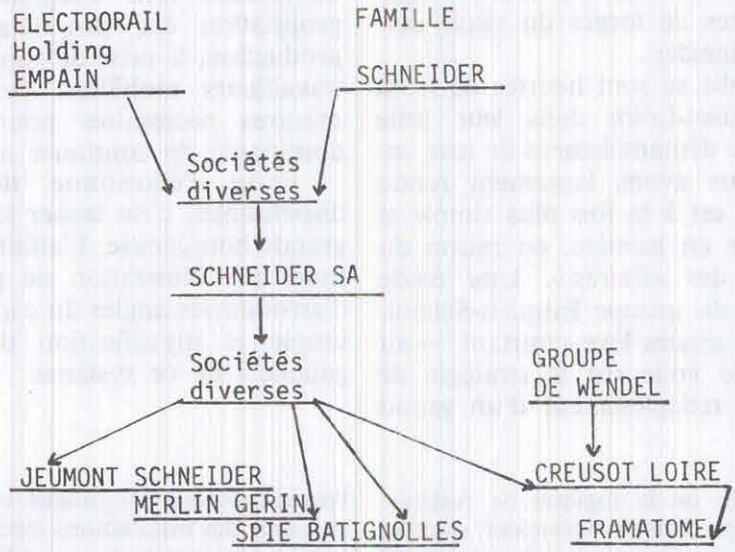
La répartition du marché nucléaire justifie à posteriori la volonté du baron belge Empain de prendre le contrôle total du groupe Creusot-Loire au début des années soixante-dix. Il devait jusqu'alors partager ce contrôle avec le groupe Marine-Firminy, détenteur



de la moitié environ du capital en actions de Creusot-Loire. L'achat « risqué » en bourse par le baron Empain de 30 % des actions du groupe Marine-Firminy fera quelque bruit sur le marché financier, et sur la scène politique. Les actions acquises par le baron seront mises « sous séquestre ». Un compromis passé entre Marine-Firminy et le groupe Empain (1) interdisait en effet à l'un des deux groupes de renforcer son pouvoir aux dépens de l'autre. Un certain Michel Debré s'élèvera d'ailleurs contre le danger de prise de contrôle totale *« par un groupe étranger* [Empain, NDLR], *fortement lié à l'Américain Westinghouse, seul de nos établissements industriels apte à fabriquer des usines nucléaires »*. Signalons un détail au passage : Debré est lié personnellement à la dynastie des de Wendel (concurrents et/ou partenaires de toujours des Schneider, voir notre **encadré 2**. Ces grandes manœuvres financières et politiques autour de Creusot-Loire se résoudront finalement par un compromis : les 30 % d'actions de Marine-Firminy acquises en bourse par Empain, puis mises « sous séquestre », seront reprises par le groupe de Wendel. Le groupe Marine-Firminy devient le groupe Marine-Wendel, et se trouve associé à Empain-Schneider dans la « grande aventure » nucléaire. La pompe à profit est en place pour dix ans, avec la bénédiction d'EDF.

Ce déroulement quelque peu mouvementé de la mise sur rail de Creusot-Loire sur le marché des centrales nucléaires rappelé, revenons à l'actualité : le marché nucléaire s'essouffle. Les tranches de construction annuelle de centrales passent de six unités dans les années soixante-dix à une seule dans les années quatre-vingt. Le renouvellement éventuel du

1. Aperçu du groupe Empain



Empain-Schneider est un groupe présent dans plus de cent pays, qui réalise environ 50 % de son chiffre d'affaires à l'étranger. Le schéma ci-dessus est une représentation tout à fait partielle de sa puissance.

— Jeumont-Schneider (15 000 salariés) est classé 69e entreprise française en 1984 avec un chiffre d'affaires de 5,2 miliards de francs. Cette entreprise est spécialisée dans le matériel ferroviaire, la téléphonie privée.

— Spie-Batignolles (31 000 salariés), spécialisé dans les travaux publics, est classé 31e entreprise française avec un chiffre d'affaires de 13 milliards.

— Merlin-Gérin (14 000 salariés) est classé 58e entreprise française de l'année 1983 avec un chiffre d'affaires de 6 milliards de francs. Sa spécialité est l'équipement électrique à haute-tension.

— Creusot-Loire (30 000 salariés) est classé 35e entreprise française en 1983 avec un chiffre d'affaires de 12 milliards.

Signalons enfin que les Chantiers Nord-Méditerranée (La Seyne, La Ciotat, Dunkerque, onze mille salariés), qui dépendent également du groupe Empain, figurent au rang de 92e entreprise française avec un chiffre d'affaires de plus de 3 milliards de francs, quelques milliards de crédits publics et un plan de démantèlement au moins aussi catastrophique que celui appliqué à Creusot-Loire.

Cet organigramme complet regrouperait plus de 150 sociétés.

marché, pour remplacer les centrales actuellement en service, est prévu pour l'an 2 000 au plus tôt, dans quinze ans. Rien d'étonnant si le groupe Empain manifeste la même énergie à trouver d'autres moyens de faire fructifier son capital en 1984, qu'il en avait mis à le placer sur la course au profit nucléaire en 1970.

En juin 1984, en plein cœur de l'affaire Creusot-Loire, Pineau-Valencienne, P-DG du groupe Empain, propose au gouvernement le rachat complet de Framatome : *« Nous sommes prêts*, déclare-t-il, *à vendre tout ou partie des 50 % que nous détenons dans Framatome pour sauver Creusot-Loire. »* Le CEA (Commissariat à l'énergie atomique), second propriétaire avec le groupe Empain de Framatome, venait de porter sa participation à hauteur de 50 % du capital moyennant 480 millions de francs versés à Creusot-Loire.

Le marché proposé par le P-DG du groupe Empain est simple : les profits du nucléaire se réduisant, Framatome doit être pris en charge par l'Etat, avec l'ensemble du groupe auquel cette société est liée (Framatome est une filiale du groupe Creusot-Loire). Il sera par contre hors de question pour l'état-major du groupe Empain, tout au long des négociations avec les pouvoirs publics, d'accorder quelque droit de regard que ce soit à ces derniers sur les autres groupes de l'ensemble Empain-Schneider : Jeumont-Schneider, Merlin-Gérin, Spie-Batignolles. Rien de bien nouveau d'ailleurs : les fonds publics donnent droit de regard sur des sociétés en difficulté, absolument pas sur les groupes qui se portent bien. Ce principe du marché de dupes a d'ailleurs été mis en pratique par l'état-major du groupe Empain bien avant l'été 1984, dès le début du changement de majorité en mai 1981.

Un précédent immédiat : le délestage du secteur acier

Entre 1981 et 1984, Empain-Schneider avait en effet assuré la première partie de la restructuration de Creusot-Loire en faisant reprendre en charge par le secteur public la quasi-totalité des activité sidérurgiques du groupe. Le détail des opérations effectuées donne une idée partielle des milliards de crédits publics que le groupe Empain venait de soutirer des caisses de l'Etat avant de faire éclater l'affaire Creusot-Loire. En décembre 1983, Usinor et Sacilor achèvent l'intégration du secteur sidérurgie du groupe Creusot-Loire. L'ensemble représente environ sept mille salariés et 2,5 milliards de chiffre d'affaires. Imphy SA (deux mille salariés) passe dans le giron de Sacilor ; l'opération coûtera 1,4 milliards de francs aux fonds publics. Le 6 décembre 1983, le conseil d'administration d'Usinor ratifie l'intégration d'IMS (société de négoce), des usines de Pamiers (Ariège, mille salariés), de celles de l'Ondaine (forges et fonderies, quatre mille salariés), du laboratoire de recherche d'Urieux (près de Saint-Etienne), de l'usine de Saint-Chély d'Apcher (tôles magnétiques et ferro-alliages, fournisseur des PTT). Les 25 % de capital de la CFAS (Compagnie française des aciers spéciaux) que possédait encore Creusot-Loire sont repris par Usinor. Le coût pour les fonds publics de ces opérations en chaîne avoisine un milliard de plus. *« On remarquera*, note à l'époque le journal *les Echos*, proche du CNPF, *qu'un voile pudique est jeté sur les conditions réelles de ces reprises, les sommes indiquées englobant le montant nécessaire aux différentes opérations. »*

En 1981-1982, l'Etat avait déjà assumé la reprise de la SMN (Société métallurgique de Normandie, six mille salariés) transformée en filiale d'Usinor et de Sacilor. Ernault-Somua avait été à la même époque disjoint du groupe Empain pour être intégré à la filière machines-outils mise en place par l'Etat (filière dont l'activité est d'ailleurs toujours au point-mort...).

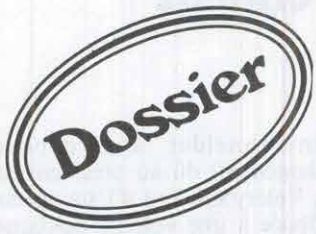
Bref, la somme des secteurs industriels repris en charge par les pouvoirs publics pour alléger le groupe Creusot-Loire était déjà considérable avant même que n'éclate l'affaire proprement dite. Nous resterons donc parfaitement mesurés en soulignant que le refus de *« socialiser les pertes et de privatiser les profits »* affiché par Fabius face à Pineau-Valencienne en juin 1984 est un simple canulard. L'opération était déjà en cours depuis deux ans au moins.

Pour être complet, il nous faut d'ailleurs faire état du bon usage des indemnisations des nationalisations qui ont permis au groupe Empain, en 1982, d'effectuer une restructuration financière au sein de son groupe. Les indemnités perçues lors de la nationalisation de la Banque de l'union européenne, filiale jusqu'alors du groupe Empain-Schneider, ont été immédiatement réemployées pour accroître la participation du groupe dans le capital de Spie-Batignolles et dans celui de la Société chéléassière (qui détient 38 % du capital de Jeumont-Schneider), pour acquérir des actions du groupe Magnesia (société autrichienne de produits réfractaires) et de la société d'assurances Providence SA...

Il n'est pas inutile de rappeler, à ce propos, que le gouvernement Mauroy avait prétendu ne pas être

2. Giscard choisit Empain

Le choix d'Empain-Schneider aux dépens d'Alsthom-Atlantique est largement dû au président de la République de l'époque, Valéry Giscard d'Estaing. Sa démarche est souvent attribuée à une volonté politique d'internationalisation accrue du capital en France. Le groupe dirigé par le baron belge Empain est lié en effet au groupe US Westinghouse, dont il exploite la licence pour la construction des centrales nucléaires. L'analyse est simpliste. Alsthom exploitait pour sa part la licence d'un autre groupe US : General Electric. On voit mal où se situe la différence. L'expérience de l'un, Westinghouse, était, paraît-il selon ses promoteurs, plus avancée que celle de l'autre : General Electric. Là encore, l'explication est un peu courte. La volonté politique, et les crédits publics, servent régulièrement à dépasser ce genre de bonnes raisons objectives. Une dernière explication paraît plus simple et plus plausible. Giscard est tout simplement membre de la famille Schneider — sa femme Anne-Aymone de Blats est une héritière des maîtres de forges. La défense des intérêts familiaux est toujours partie intégrante de la politique « libérale » des représentants de l'oligarchie financière.



pressé d'assurer l'indemnisation en argent frais des gros actionnaires des entreprises récemment nationalisées. Les obligations indemnitaires attribuées à ceux-ci devaient voir leur paiement étalé dans le temps. Simple détail pour des grands groupes rompus aux dédales de la gestion des obligations. Les obligations indemnitaires de la Banque de l'union européenne ont tout simplement été offertes aux plus offrants sur le marché financier et les fonds, récupérés par ce biais, ont été immédiatement réemployés (2).

Une méthode du redéploiement

Retrait planifié du nucléaire, délestage du secteur acier sur le dos des sociétés d'Etat Usinor et Sacilor, renforcement des participations du groupe dans certaines de ses filiales au moyen des indemnisations touchées lors des nationalisations bancaires : tout cela obéit à une certaine logique qui préside aux toutes dernières opérations du groupe Empain au sein même de Creusot-Loire, dont la liquidation judiciaire vient d'être prononcée. Le groupe Empain-Schneider vient en effet de racheter les filiales de Creusot-Loire qui présentent toujours un intérêt pour lui. Jeumont-Schneider a repris l'unité matériel de traction du Creusot (participant entre autres à la fabrication du TGV), la société Carrel et Fouché (wagons), la société MTE (Matériel de traction électrique). Spie-Batignolles s'est porté repreneur de la CLECIM (société d'ingénierie). Jeumont-Schneider, enfin, met sur pied une nouvelle filiale destinée à la maintenance des centrales nucléaires en activité, pour tirer profit — quand même ! — de leur entretien, après avoir participé à leur construction.

Cette démarche de redéploiement n'a d'ailleurs rien de très original. Elle suit la tendance, le modèle appliqué ces dernières années par les principaux groupes industriels et financiers. Symbole s'il en est de la permanence du capital familial en ce pays, de Wendel, associé à Empain à la tête de Creusot-Loire pendant une décennie, a fait sensiblement la même chose. Citer rapidement son cas montre que l'affaire Creusot-Loire n'est pas un accident de parcours, dû aux erreurs de gestion de l'état-major du groupe Empain, ou bien aux impératifs de la modernisation industrielle, comme tente de le faire croire une bonne partie des mass-media.

On pouvait lire dans le numéro spécial de *l'Expansion* de décembre 1983, consacré au classement des mille premières entreprises françaises, cette publicité du groupe CGIP (Compagnie générale d'investissement et de participation, holding de la famille de Wendel comme de Marine-Wendel) : *« Depuis sa création en 1977, la CGIP a rééquilibré ses activités traditionnelles en intensifiant ses interventions en des secteurs dont elle attend une forte croissance dans les années à venir : métallurgie de transformation, services en informatique, investissements internationaux, capitaux à risque, sociétés de portefeuilles... »* Exit l'acier repris par Usinor et Sacilor, exit Creusot-Loire dont la CGIP s'était dégagée fin 1983, moyennant contribution (d'une centaine de millions de francs officiellement), avant que n'éclate l'affaire Creusot-Loire.

La stratégie appliquée par le groupe Empain obéit aux mêmes paramètres avec des points d'appui différents. Débarrassé de Creusot-Loire, le groupe recentre ses ressources industrielles autour de Spie-Batignolles, Merlin-Gérin et Jeumont-Schneider. Spie-Batignolles vient d'investir cinq cents millions à Cergy-Pontoise dans la construction de bâtiments neufs destinés à rassembler ses services. Merlin-Gérin a récemment acheté la société italienne Magrini Galileo spécialisée dans les équipements électriques (et fournisseur à ce titre de l'équivalent d'EDF en Italie). Jeumont-Schneider passe des contrats de développement avec des sociétés américaines de bureautique et d'informatique pour accentuer sa diversification dans ce secteur.

L'affaire Creusot-Loire, qui se solde par la perte de milliers d'emplois, la mise en danger de la population de toute une région, des milliards de francs de crédit soutirés aux caisses de l'Etat, ne signifie en rien la fin des profits du groupe Empain. Bien au contraire !

Le changement de majorité politique du 10 mai 1981, la nationalisation des banques, du crédit et de quelques grands groupes industriels n'ont donc en rien réduit les marges de manœuvre du grand capital privé. Les faits résumés dans cet article sont plus tangibles que les discours. La politique de « modernisation » se ramène simplement, au fond, à la mise en œuvre des volontés du capital. Le reste est verbiage. L'exemple de Creusot-Loire le démontre.

Il serait évidemment absurde de croire que l'ensemble de l'affaire Creusot-Loire s'est déroulée « au millimètre », suivant les projets de l'état-major du groupe Empain. « L'entreprise, c'est la guerre », se plaisait à rappeler récemment Antoine Riboud, P-DG de BSN Gervais-Danone, dans une interview à *l'Usine nouvelle*. « Ça passe ou ça casse », quelques plumes peuvent être laissées dans la bataille. La manœuvre du groupe Empain mise en œuvre pour redéployer son capital obéit à ce précepte. Diverses éventualités, réactions des pouvoirs publics et des travailleurs comprises, avaient évidemment été envisagées dans le détail pour laisser le moins de place possible au hasard.

Il faut dépeindre rapidement sur quoi s'appuie un groupe de cette taille, pour comprendre à quel obstacle se heurtent les victimes de sa politique. Derrière Empain-Schneider, c'est le réseau étroit, enchevêtré et tout à fait coriace de la classe dominante qui se dessine. Les liens du groupe Empain avec Paribas, avant

Au Creusot : manifestation dans l'usine, le 20 juin 1984.

comme après la nationalisation de ce dernier, en donnent une petite idée. Suivons rapidement le fil de leurs rapports ces dernières années.

La réseau serré de l'oligarchie

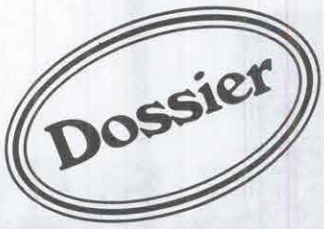
En février 1981, Paribas rachète au baron Edouard-Jean Empain — qui se retire provisoirement (3) de la direction du groupe après un rapt resté aussi célèbre que mystérieux — 35 % de ses actions. C'est beaucoup. Surtout après mai 1981, dans la perspective de la nationalisation imminente du groupe bancaire. En la personne de Pierre Dreyfus, ex-P-DG de Renault et ministre de l'Industrie, le gouvernement négociera donc avec Pineau-Valencienne le retrait partiel de Paribas, dont la participation dans le groupe Empain sera ramenée à un niveau « raisonnable » (10 % environ). Le groupe privé garde donc toute son indépendance. Hormis une de ses filiales, la Banque de l'union européenne évoquée précédement, les nationalisations l'épargneront (4).

Les administrateurs de Paribas nationalisé restés membres du conseil d'administration du holding Schneider SA — puisque la banque avec ses 10 % garde un pied dans le groupe — se feront remarquer par leur discrétion au cours de l'affaire Creusot-Loire. Ils finiront par se démettre de leurs fonctions. Comme le monde est petit ! Ils côtoient dans ce conseil un nommé Gérard Eskenazi, qui n'est pas pour eux un inconnu. Qu'on en juge : vice-P-DG de Paribas avant nationalisation, ayant conservé ses fonctions à Paribas Suisse, Belgique, Hollande, figurant parmi les dirigeants du groupe Bruxelle Lambert, compagnon d'affaires du groupe Empain de longue date, administrateur d'un nombre respectable de sociétés dont les Chargeurs SA où des grands noms du monde des affaires se retrouvent (5), Gérard Eskenazi conduira l'opération Creusot-Loire en duo avec Pineau-Valencienne ! Tous deux sont de vieux compagnons de route et d'école (HEC...).

La « neutralité » du P-DG de Paribas nationalisé, Jean-Yves Haberer (vice-P-DG de la banque avant sa nationalisation comme Gérard Eskenazi), est vraisemblablement due à un échange de bons procédés. Paribas récupérera, sensiblement à la même époque, les fonds qui avaient pris la filière d'échappement suisse au moment des nationalisations. Gérard Eskenazi n'est étranger ni à la fuite ni au retour du magot. Dernier détail : Jean-Yves Haberer, P-DG de Paribas, administre toujours aujourd'hui la Compagnie française des pétroles (premier groupe industriel français) aux côtés, entre autres, d'Olivier Bes de Berc , administrateur et P-DG de Creusot-Loire...

Les grands groupes et leurs états-majors ont d'ailleurs eu tout le temps de tisser des liens, séculaires peut-on dire, avant le changement de majorité de mai 1981. C'est en 1899 que Paribas et Schneider fondaient ensemble la Compagnie financière du Maroc ! Inutile d'apprendre aux vieux singes à faire la grimace.

Les liens personnels et/ou familiaux avec le personnel politique font partie du paysage. Nous citions au début de cet article ceux qui lient Debré aux de Wendel, Giscard aux Schneider. Ce ne sont que deux



échantillons d'une palette beaucoup plus large. La politique et les affaires ont ceci de commun que l'un sert l'autre et réciproquement. Le monde politique n'est le plus souvent que la face publique de la classe sociale dominante. Roger Priouret rapporte cette anecdote suivante dans son livre *les Français mystifiés*, édité en 1973. Le baron Empain raconte au journaliste : *« Monsieur Pompidou m'a fait venir à l'Elysée. Et savez-vous ce qu'il a eu le front de me dire ? Que monsieur Ambroise Roux* [P-DG de la CGE à l'époque, NDLR] *voulait agréger Jeumont-Schneider à Alsthom, sa filiale dans la spécialité* [le matériel ferroviaire, NDLR]. *Que lui, président de la République, souhaite que des pourparlers s'engagent en ce sens et aboutissent à une cession. »* Celle-ci n'aura pas lieu. Mais la complémentarité-concurrence entre les deux groupes a gardé toute sa santé. De la fabrication du TGV à la création récente d'une filiale commune Alsthom-Jeumont pour commercialiser les produits des deux groupes, les liens entre le groupe nationalisé (CGE) et le groupe privé Empain sont légion (voir **encadré 3**).

Tirez un fil qui dépasse de l'état-major d'un grand groupe industriel, et c'est l'ensemble de la pelote de la classe dirigeante que vous commencez à dérouler. La poursuite de l'investigation dans les rangs des cadres dirigeants des grandes entreprises publiques, EDF, SNCF, PTT, etc. mettrait en lumière d'autres ramifications et réseaux d'influence du même type, éclairant un peu plus l'appareil d'Etat, ses rouages, ses liens endurcis avec l'oligarchie financière (6).

Dans une remarquable étude de sociologie politique, *la Classe dirigeante française*, réalisée sous la direction de Pierre Birnbaum, les auteurs concluaient ainsi leurs recherches statistiques (7) : *« Au lieu de concevoir les rapports de l'Etat et du monde des affaires en termes de domination ou, au mieux, d'autonomie déléguée et concédée (...) on doit tenir dorénavant ces deux espaces dirigeants comme la simple conséquence d'une division du travail bien agencée. (...)La circulation ininterrompue des dirigeants d'un lieu de pouvoir à l'autre assure la cohérence de la classe dirigeante française. »* Celle-ci, *« au lieu de se dissoudre et de se désintégrer sous le poids de l'histoire et des conflits sociaux, renforce en permanence son homogénéité (...). Les tensions politiques masquant parfois la formidable cohérence qui l'éloigne et l'oppose aux autres classes de la société française. »*

Entrevoir les dessous de l'affaire Creusot-Loire n'est en fin de compte que mettre au jour un exemple très partiel de cette homogénéité-là (8).

Le libéralisme à la mode aujourd'hui trouve sa plus simple expression dans l'affaire Creusot-Loire. Chotard, dirigeant du CNPF, la commentait d'ailleurs à peu près en ces termes, l'assimilant aux événements ordinaires d'une société où la liberté économique est de rigueur : *« On n'en ferait pas une telle histoire aux USA »*, concluait-il. Les états-majors de gauche restent le plus souvent pantois devant tant d'audace, détournent la conversation ou finissent par suivre la mode, enveloppant le tout dans la sauce amère de la politique de « modernisation ».

Les « nouveaux critères de gestion » proposés par le PCF restent des vœux pieux face au pouvoir de la classe dominante. Question critères, les siens lui vont comme un gant ! Ils fondent le droit d'un petit nombre d'individus à mettre en cause des milliers d'emplois, la vie d'une région ; le droit d'utiliser à leur gré un potentiel industriel de premier ordre. C'est cette liberté d'exploiter sans entraves que mirent en cause les travailleurs de Creusot-Loire, leurs organisations syndicales et toute la population locale, en bâtissant leur mobilisation sur le refus des licenciements. Les quelques vérités rappelées dans cet article sur les tenants et les aboutissants de « l'affaire Creusot-Loire » justifient on ne peut mieux cette revendication. Elles démontrent aussi l'actualité, la nécessité pratique de revendications comme la levée du secret bancaire et commercial, le contrôle des travailleurs sur les entreprises du groupe concerné. Ce sont là des exigences minimales face au pouvoir de dissimulation et d'intoxication de la classe dirigeante. Comment, autrement, connaître, comprendre et combattre les plans patronaux ? Jeter la lumière sur les causes profondes du démantèlement d'un groupe et

3. Les liens CGE/ Empain-Schneider

Citons en seulement quelques-uns. Neyrpic est une filiale commune d'Alsthom- Atlantique (CGE) et de Creusot-Loire. Le directeur de CGE-Alsthom international, Alain Saint-Loubert Die, est l'ancien directeur de Creusot-Loire international. Roger Schulz, ex-P-DG de CGE-Alsthom, s'était vu confier par Pineau-Valencienne le premier plan de redressement de Creusot-Loire. Le directeur scientifique de Creusot-Loire, Vieillard Baron, vient d'être nommé directeur de l'Institut de recherche de la construction navale, dont les cinq principaux chantiers sont répartis entre Alsthom (Saint-Nazaire, Nantes) et Empain (La Seyne, La Ciotat, Dunkerque). On retrouve des administrateurs communs dans les conseils des deux sociétés (François Morin à Alsthom-Atlantique [CGE] et à Schneider SA, Gilles Cosson à la CGEE-Alsthom, Creusot-Loire et Jeumont-Schneider). François de Laage de Meux, membre depuis des années de l'état-major de la CGE — son rôle semble d'ailleurs s'être renforcé depuis la nationalisation du groupe... — est le fils du comte Hilaire de Laage de Meux et de Marguerite Bes de Berc. Olivier Bes de Berc, nous le rappelons dans cet article, est le P-DG de Creusot-Loire...

en appeler le plus efficacement à la solidarité de tous ? Donner toutes sa dimension à la lutte globale des travailleurs pour le maintien de leur emploi, dans l'ensemble des entreprises concernées, où les mesures mises en œuvre par le patronat partent des mêmes impératifs que ceux appliqués par le groupe Empain-Schneider ?

Evoquer ces tâches, c'est aussi mettre le doigt sur le rôle que devraient jouer les fédérations et confédérations syndicales au cours d'une lutte comme celle de Creusot-Loire : organiser, en s'appuyant sur les travailleurs de l'entreprise, la solidarité avec la lutte, la popularisation des éléments d'ensemble du dossier. Coordonner les recherches des travailleurs de l'entreprise, des filiales de l'ensemble du groupe, des sections syndicales des organismes bancaires et des services des impôts, des groupes clients de l'entreprise menacée (EDF, SNCF...), afin qu'aux moyens de liaison et de dissimulation de l'état-major d'un groupe soit opposés les moyens dont peuvent se doter les travailleurs à l'aide de leurs organisations.

Les patrons verront certes une tentative de contrôle ouvrier comme une incursion inadmissible dans leurs prérogatives, une attaque contre leur sacro-saint droit de propriété. Et ils n'auraient pas tort, car le dévoilement des raisons des fermetures d'entreprises et des licenciements n'est rien d'autre que la mise en évidence des mécanismes-mêmes du capitalisme. C'est pourquoi une telle activité ouvrière est indissociable de la mise en œuvre d'une véritable coordination des luttes, et de la perspective à construire d'un « tous ensemble » contre les licenciements.

C'est faute d'une telle perspective concrète que les syndicats se rabattent localement sur la négociation des licenciements, au nom du moindre mal, ce qui engendre inévitablement des divisions et l'affaissement de la mobilisation que l'on constate aujourd'hui au Creusot.

Un événement en bourse s'est produit les 26 et 27 décembre, après que cet article ait été rédigé. Il en confirme la teneur. La cotation des actions des sociétés Schneider-SA (holding du groupe Empain-Schneider) et de Creusot-Loire, suspendue durant l'« affaire », a vu les premières afficher une hausse vertigineuse (+ 35,5 %), les secondes un effondrement complet. La raison en est simple : les milieux financiers, estimant l'opération Pineau-Valencienne pleinement réussie, cherchent à investir dans le capital de Schneider-SA délesté de Creusot-Loire. D'où une demande d'actions très importante qui a fait monter les cours d'une façon telle que Schneider-SA fut officiellement déclarée « incotable à la hausse », le premier jour de sa réapparition sur le marché boursier !

---

1. L'accord d'équilibre des pouvoirs entre Empain et Marine-Firminy avait été passé sous la tutelle des gouvernements précédant l'élection de Giscard à la présidence.

2. Empain a d'ailleurs une vieille pratique des indemnisations. Il touche toujours des subsides de la nationalisation des entreprises productrices d'électricité, à la Libération, qui donnèrent naissance à EDF. Le 1 % du chiffre d'affaires d'EDF, dont la presse de droite fait souvent le procès lorsqu'il est versé au comité d'entreprise de l'entreprise publique, est également réparti entre les anciens propriétaires d'entreprises d'électricité dont Empain faisait partie... Les médias en parlent moins, certes !

3. Le baron Edouard Empain, oncle d'Edouard Jean, reste le grand patron du groupe assurant la continuité de la gestion des biens de la famille.

4. Au début des années quatre-vingt, le groupe Empain-Schneider constitue la troisième puissance financière en France après Paribas et Suez. Il emploie environ cent quarante mille personnes. Son importance est équivalente à celle de la Compagnie générale d'électricité. Il figure parmi les plus grands groupes industriels familiaux, de Wendel, Peugeot, Michelin..., mis à l'écart des nationalisations.

5. Les noms des administrateurs d'un conseil permettent d'identifier les liens financiers tressés entre les groupes. Ils représentent en effet toujours les actions qu'ils possèdent ou les pouvoirs d'actionnaires dont ils sont porteurs. Les Chargeurs SA regroupent des représentants des familles Schlumberger-Seydoux, Riboud, réputées « progressistes » et favorables au président Mitterrand, et un membre de la famille Giscard d'Estaing. La puissance financière de l'ensemble est parmi les toutes premières en France.

6. Nos camarades de la branche SNCF de la LCR ont analysé certains de ces liens entre l'entreprise publique et le monde des affaires dans leur brochure publiée en octobre 1982, annexes 5,6,7, 8 notamment. Nos lecteurs s'y reporteront avec profit.

7. Pierre Birnbaum, Charles Barucq, Michel Bellaiche, Alain Marié, « la Classe dirigeante française », PUF, 1978.

8. Sans parler des liens du groupe Empain avec l'oligarchie financière internationale, US en tout premier lieu.

Réponse de la direction de Lutte ouvrière au B.P. de la LCR

Chers camarades,

Votre lettre du 25 septembre nous communiquant une série de propositions du comité central de la LCR (1) a été discutée lors de sa dernière réunion par notre comité central, lequel, sensible aux liens qui se sont effectivement développés et approfondis ces derniers temps entre nos deux organisations, a accepté l'ensemble de vos quatre propositions qui sont d'ailleurs, pour la plupart, de fait déjà en cours de réalisation, et nous a mandatés pour répondre à votre lettre.

Nos rapports, comme vous l'écrivez, *« tranchent par leur loyauté et leur fraternité sur ceux qui règnent en général dans le mouvement ouvrier »* et nous nous en réjouissons, même s'il faut déplorer que ces rapports ne soient pas justement la règle au sein du mouvement ouvrier.

Comme, indépendamment de vos propositions, votre lettre pose, à juste titre, en termes politiques, ce que sont vos objectifs de l'heure, nous pensons répondre à votre attente en procédant de même. Cela nous amène à exposer nos divergences avec certaines des démarches exprimées dans votre lettre, mais ces désaccords, nous l'espérons comme vous, ne nous empêcheront pas de continuer à nous rapprocher, même s'ils nous empêchent de trouver immédiatement beaucoup de terrains d'action communs.

Vous semblez vous engager vers un *« appel national de militants et de travailleurs »*, *« d'opinions politiques diverses »*, *« prêts à se regrouper et à agir ensemble »*, *« sur le terrain des entreprises comme celui des élections »*. Selon vous, *« un travail commun de nos deux organisations dans ce domaine permettrait d'envisager d'autres initiatives locales ou nationales convergeant vers cet objectif de dégagement d'une alternative anticapitaliste »*.

A ce niveau, nous avons, vous et nous, une divergence d'appréciation, et de la période, et des rapports actuels entre le mouvement ouvrier organisé et la classe ouvrière.

Nous ne pensons pas que ce qui manque au mouvement ouvrier, c'est-à-dire aux militants syndicalistes, à ceux du Parti communiste ou du Parti socialiste, ce soit une « alternative » sous la forme d'idées, de plans, de mots d'ordre, etc. Ceux qui recherchent quelque chose recherchent une force à laquelle se rallier, et non pas des idées.

La force des idées n'est pas tout à fait inséparable de la force de ceux qui les défendent. Pour le moment, ni vous ni nous, ni séparément ni réunis, ne sommes crédibles au sein du mouvement ouvrier organisé. Nous n'avons jamais fait la preuve nulle part que nos idées valaient mieux, étaient plus efficaces, avaient plus de poids auprès des travailleurs que celles défendues par les directions des appareils en place. Même lorsque ces directions sont déconsidérées (et elles sont loin de l'être à l'heure actuelle), cela ne suffit pas pour que nous, nous soyons considérés. Il faudrait que nos organisations remportent, au nom de ces idées, des succès concrets dans des secteurs déterminants de la classe ouvrière pour que nous ayons la moindre chance de regrouper même une petite fraction de l'avant-garde autour de nous.

Il faut comprendre qu'additionner nos forces actuelles ne les multipliera pas. Et pourtant, il faut les multiplier. Et pour cela, il faut être capable de démontrer que nos idées peuvent être reprises par les travailleurs, même inorganisés ou peu organisés, lorsque ces travailleurs entrent en lutte. Nous n'influencerons pas une partie déterminante de militants ouvriers tant que des grèves telles que celle de Talbot, ou de Renault-Sandouville, Douai ou Le Mans n'auront pas été réellement dirigées par des militants de chez nous (LCR ou LO), en opposition ouverte, et visible, avec la politique des appareils.

C'est donc peu dire que nous ne voyons nulle part un courant *« parmi les militants ouvriers, les syndicalistes, les travailleurs »*, qui ne demanderait qu'à être *« aidé »* pour *« s'exprimer et agir »*, pour lesquels il ne s'agit que de *« stimuler la recherche d'une politique de rechange »*, et au *« service desquelles »* il nous suffirait de mettre nos forces. Nous croyons que vous vous trompez si vous croyez que ce courant existe ou si vous croyez que les courants qui existent représentent cela. Il n'y a pas dans le milieu que vous visez de situation où une initiative de votre part, ou de la nôtre, ou les deux réunis, suffirait.

1. Cette lettre de la LCR a été publiée, en novembre 1984, dans le n° 35 de « Critique communiste ». NDLR.

Nous ne croyons pas que *« le lancement d'un appel national de militants et de travailleurs »* ait plus de chance d'être une alternative cette année qu'il ne l'a été l'année dernière. Ce n'est pas que nous considérions l'échec comme la preuve du caractère erroné d'une politique, mais nous considérons comme erroné de se consacrer, ou de consacrer trop de forces, à une politique manifestement vouée à l'échec.

C'est dire que quel que soit le désir que nous ayions de voir nos deux organisations se rapprocher, nous ne pourrons pas nous retrouver dans ce projet qui *« viserait à dégager », « nationalement ou localement »* une telle alternative.

Choisir le bon terrain

Bien sûr, il peut être tentant de se dire que si nous sommes peu crédibles, c'est parce que nous sommes peu nombreux, qu'en rassemblant, avec nous et autour de nous, certains de ceux qui s'interrogent dans le mouvement ouvrier on pourrait trouver la force qui nous manque et que notre union pourrait amorcer ce rassemblement. C'est tentant mais illusoire.

Illusoire parce que ce n'est pas un tel rassemblement, qui influencera suffisamment tous ceux que nous devons gagner pour être assez forts au sein du prolétariat. Combien d'opposants pourrions-nous rassembler, même en cas de réussite, par ce type d'appel ? Quelques centaines tout au plus, et cela ne fait pas le poids. D'autant que nous les gagnerions sûrement plus au sein de la CFDT qu'au sein de la CGT qui possède pourtant les militants les plus nombreux et les plus déterminants. Surtout aujourd'hui où le PC semble vouloir se montrer un peu offensif sur le terrain des luttes sociales.

Illusoire surtout parce que, du moins dans les circonstances actuelles, cette politique qui ne peut gagner que quelques individualités, pas nécessairement influentes, ne peut pas les gagner entièrement. Il faudra donc composer avec ce qu'ils sont et s'interdire ainsi de pouvoir leur faire la moindre démonstration, de leur permettre la moindre vérification, dans les luttes, de l'efficacité de nos idées.

Or, cette démonstration, pour difficile qu'elle soit, est indispensable, et elle est possible à condition d'y consacrer suffisamment de nos forces et surtout de nos préoccupations.

C'est de cela que nous voudrions vous convaincre afin de nous retrouver réellement, ensemble, côte à côte, dans la période qui vient.

Car nous ne désespérons pas, en effet, de nous retrouver ensemble à la tête d'un nombre suffisant de luttes de la classe ouvrière pour apparaître comme une force avec laquelle il faut compter. Nous ne renonçons pas à vous convaincre qu'il faut choisir le bon terrain en cherchant systématiquement à s'appuyer sur les modifications qui se produisent dans la conscience des travailleurs, organisés et inorganisés, dès qu'ils entrent en lutte, même modérément. Mais pour cela il faut une politique qui ne les place pas à la remorque des appareils. Il faut au contraire une politique qui permettre aux travailleurs de rompre avec ces appareils, au cours et au travers de leur propre lutte ; même s'il s'agit d'une lutte mineure. Car il n'est point besoin d'une situation révolutionnaire pour cela.

La seule voie efficace, pour les révolutionnaires, c'est de se saisir de chaque conflit, même local, pour opposer la politique des révolutionnaires à celle des dirigeants staliniens ou réformistes qui ont barre sur les appareils syndicaux, en s'appuyant sur l'énergie et la conscience des travailleurs, lorsqu'ils entrent en lutte et que les choix véritables leur sont clairement présentés. Ce sont les travailleurs en lutte qui doivent être les arbitres de nos divergences avec les directions actuelles du mouvement ouvrier, sinon nous ne convaincrons jamais ni les travailleurs eux-mêmes, car ils n'auront jamais l'occasion de voir ces divergences, ni les militants susceptibles d'être oppositionnels, car ils n'auront pas l'occasion de vérifier l'efficacité de la politique des révolutionnaires.

Pourquoi, diriez-vous peut-être, ne serait-il pas possible de mener de front les deux politiques puisqu'aucune de nos deux organisations n'a d'objection de principe envers les deux ? Rien ne s'y oppose en effet, en principe. Sauf le fait que nous avons trop peu de militants pour faire face à toutes les pressions sociales. Si on veut aujourd'hui s'implanter au sein de la classe ouvrière, c'est-à-dire directement parmi les travailleurs, on ne peut pas, en même temps, être trop solidaires des appareils, surtout au nom de la discipline syndicale telle qu'ils l'interprètent. Si on ne fait pas ce choix, ce ne sont plus les principes qui nous guident, ce sont les pressions des groupes plus larges, avec lesquels nous sommes amenés à composer. Car ils sont supérieurs en nombre et en force.

Et le jour où les travailleurs entrent en lutte, et en particulier quand ils y entrent appelés par les syndicats, nous risquons d'être incapables de placer les travailleurs en situation de pouvoir choisir, le moment venu, la rupture avec les appareils. Or, ce moment vient vite, même dans des conflits mineurs. C'est avoir des illusions envers les réformistes staliniens ou pas, que de ne pas le savoir, et en entretenir que de ne pas le proclamer.

Car les militants syndicalistes, même oppositionnels et en partie sur nos positions, qui ont des qualités pour militer d'un bout de l'année à l'autre, ne sont pas forcément les plus aptes à saisir ce qui se passe dans la conscience des travailleurs lors des luttes, lors des grèves, même les plus partielles. De plus, ils font presque toujours passer la défense de leur appareil syndical, que ce soit solidairement ou en concurrence avec les autres appareils, avant la défense des intérêts plus généraux des travailleurs.

« L'entrée en lutte en effet modifie profondément l'état d'esprit des travailleurs. Beaucoup qui, en période calme, ne s'intéressent que de loin à l'activité revendicative, s'avèrent pendant la lutte plus décidés et dynamiques que les militants syndicaux habituels ; à l'inverse, d'autres qui excellent dans les tâches syndicales quotidiennes se révèlent incertains et timorés dans la conduite des luttes.

« L'organisation de la grève doit tenir compte de ces modifications dans la conscience des travailleurs et dans leur comportement : nul n'a un droit héréditaire à représenter les travailleurs. La direction de la grève doit revenir à des délégués qui expriment le mieux la combativité et la volonté des grévistes, et c'est aux grévistes qu'il appartient de les désigner et de les contrôler à chaque moment.

« La mise en place d'un comité de grève élu est donc la tâche prioritaire dès le début de la grève. »

Cette citation provient d'une brochure de la LCR éditée en 1973 qui traite des comités de grève à partir de l'expérience de la grève de l'EDF à Brest. Brochure que vous nous avez rappelée récemment et dont nous saisissons l'occasion de dire que nous en approuvons entièrement le contenu.

Nous sommes certains que la recherche d'alliés possibles au sein du mouvement ouvrier organisé (et de fait actuellement le plus souvent au sein de la seule CFDT) et la politique envers les grèves décrites dans cette brochure, représentent deux démarches différentes, impossibles, pour nos organisations, à mener de front. La politique qui sera sacrifiée sera toujours la même car, obligatoirement, la solidarité avec une opposition syndicale, avec laquelle on est amené à composer, nous empêchera de choisir ouvertement le camp des travailleurs dans les moments de conflits. Car il ne peut y avoir deux solidarités dans ces moments-là.

Ne voyez pas dans le fait d'utiliser cette brochure, une tentative de polémique. Au contraire, cette brochure, puisque nous parlons d'elle, nous a convaincus que nous avions là aussi un analyse commune de la dynamique des luttes, et que si nos pratiques diffèrent, lorsqu'elles diffèrent, les différences devraient pouvoir être résorbées au sein d'un même parti.

Prendre l'habitude de se rencontrer localement

L'objet de la discussion entre nous, c'est comment ne pas se tromper de priorités. Car nous sommes bien placés pour savoir que mener honnêtement, lors des luttes, la politique définie dans cette brochure, n'est pas chose facile : beaucoup de camarades ont du mal à reconnaître, dans ce qu'ils vivent, la situation « théorique » et se croient toujours dans un cas particulier qui ne permettrait pas,

ne justifierait pas ou ne mériterait pas d'appliquer la politique qui consiste à donner aux travailleurs en lutte les moyens de prendre leur sort entre leurs propres mains, c'est-à-dire d'accéder à une conscience nouvelle — à la fois politique et militante. Apprentissage irremplaçable, qui ne s'oublie plus pendant des années, et qui seul peut créer la base sociale sur laquelle nous pourrons implanter notre politique et nos organisations.

Mais il faut, pour que nos militants sachent se comporter dans ces opportunités, une vigilance organisationnelle ferme et constante, car les occasions à saisir sont rares et brèves. C'est pourquoi il ne faut pas se tromper de choix, car les appareils au sein desquels nous militons exercent de toute façon sur nous une pression considérablement plus forte que celle qui pourrait provenir des travailleurs du rang.

C'est bien pourquoi nous souhaitons, comme vous, qu'il devienne une habitude pour nos militants de se rencontrer localement, sans formalité, pour discuter ensemble de leurs activités respectives et rapprocher nos façons d'intervenir concrètement dans les luttes de la classe ouvrière.

Car jusqu'à présent, nos réponses ne sont pas identiques et il y a vraiment trop peu de circonstances où, dans les événements récents, nos interventions auraient pu être faites en commun. Il serait évidemment souhaitable que nous nous rapprochions sur ce terrain, et nous espérons que les rencontres directes entre nos camarades, leurs réunions communes, pourront permettre à tous nos militants de mesurer où résident nos divergences et comment unifier nos pratiques, car cela seul pourrait nous renforcer mutuellement.

C'est pourquoi nous espérons que vous ne concevez pas que ces rencontres entre nos camarades respectifs soient limitées à la recherche d'un accord immédiat sur une apparition commune, car ce serait à notre avis poser le problème à l'envers, et réduire par trop l'occasion de ces rencontres.

Nous ne pensons pas que la simple réunion des signatures de nos organisations sur des tracts ou des affiches communs suffise à augmenter notre crédibilité commune. Cela ne ferait, au plus, que masquer les problèmes qui devront, nécessairement, être résolus pour que nous puissions nous rapprocher encore.

Au moment où le PCF prend un cours un peu offensif dans les luttes sociales, ce n'est pas en nous contentant de faire des appels sur le papier que nous jouerons un rôle politique au sein de la classe ouvrière, c'est en faisant en sorte que tous nos camarades soient capables d'intervenir, de façon autonome par rapport aux appareils.

La crédibilité, encore une fois, nous la gagnerons en étant efficaces. Et notre efficacité dépendra d'une politique juste, que nous devons rechercher ensemble en nous enrichissant mutuellement de nos différences respectives si nous le pouvons.

Mais tant que nos pratiques se seront pas unifiées, il est conforme à la morale révolutionnaire que la politique de nos deux organisations apparaisse différemment dans les entreprises pour que nos militants, et surtout tous les travailleurs, puissent juger sur pièces de la justesse et de l'efficacité des deux politiques.

Bien sûr, dans les entreprises comme ailleurs, une minorité pourrait être sensible à notre apparition commune. Mais cette minorité n'attend pas cela pour agir.

Et cette minorité, qui connaît le mieux nos deux organisations, pourrait être sensibilisée de bien d'autres façons, tout aussi publiques, qui impliqueraient bien plus ceux qui s'intéressent à ce que nous faisons, séparément ou ensemble, et finalement bien plus politiques qu'une signature commune sur un tract propagandiste.

C'est évidemment pour cela que vous nous proposez d'organiser en 1985 une fête commune, comme celles de 1979 et 1983 et, bien sûr, nous sommes d'accord pour le refaire puisque nous l'avons déjà fait. Mais une fête commune, est-elle une *« apparition politique nationale »* qui permette vraiment de *« refléter le type de relations privilégiées entretenues entre nos deux courants »* ?

Si oui, si une simple fête, même politique, suffisait à traduire nos relations, ce serait dommage. Nous préférons de beaucoup que cette fête soit le symbole, l'exemple public de la loyauté et de la fraternité de nos relations, mais que nos rapports politiques apparaissent différemment.

Quelles activités publiques communes ?

Il serait donc souhaitable à notre avis que d'autres activités publiques nous permettent de démontrer, au travers d'une activité nationale ou diverses activités locales, que nous avons des rapports privilégiés.

Il ne semble pas que cela puisse se faire dans le cadre des campagnes publiques que vous envisagez dans votre lettre. En dehors de l'alternative que vous voulez contribuer à offrir aux militants ouvriers déçus par la politique de leurs organisations, vous citez des campagnes dans lesquelles vous voulez vous engager à propos du Nicaragua et de la montée du racisme.

A propos du Nicaragua, vous évoquez dans votre lettre les campagnes que vous compter faire pour, à partir des *« mobilisations actuelles de solidarité »*, *« préparer et lancer »* des *« initiatives de masse contre l'intervention US en Amérique centrale, pouvant rassembler des forces et des gens sur ce point essentiel »* dont l'enjeu serait aussi important selon vous que *« celui qui était au cœur des manifestations contre la guerre impérialiste au Vietnam »*.

S'il nous paraît en effet essentiel de manifester par tous les moyens possibles notre solidarité avec le Nicaragua en butte à une agression de l'impérialisme US, quoi que nous pensions de la nature et du contenu de la révolution sandiniste, nous ne croyons pas que la tâche de l'heure de nos organisations soit d'espérer impulser et animer un éventuel mouvement de masse susceptible de s'opposer à la politique de l'impérialisme US en Amérique centrale.

Ce serait sans doute souhaitable certes, mais consacrer des forces à cette entreprise qui nous dépasse vous et nous, et qui soit ne peut être que très minoritaire si elle se limite au public que nous pouvons rassembler, soit être moins minoritaire mais à la condition d'être impulsée par le PCF en France, ou par d'autres tendances réformistes en Europe, ne nous semble pas un choix politique susceptible de renforcer nos tendances ou de faire progresser, même un peu, nos idées. L'analogie avec le Vietnam est d'ailleurs juste : ce mouvement aura, dans le contexte actuel, au moins autant de limites politiques, et probablement infiniment moins d'envergure.

Enfin, la montée du racisme nous préoccupe comme vous. Mais selon nous, les révolutionnaires doivent d'autant plus renforcer leur influence dans les entreprises, car c'est là qu'auront lieu les modifications déterminantes de rapports de forces. Ils n'ont pas à mettre les travailleurs qu'ils influencent à la remorque d'initiatives apolitiques, ou antipolitiques, que l'on peut soutenir malgré leurs limites mais que l'on ne doit pas présenter comme plus déterminantes qu'elles ne sont, sous peine d'entretenir des illusions néfastes.

Il semble donc évident que nous ne puissions pas envisager d'organiser d'interventions communes sur ces questions, car cela pose le même problème que dans les entreprises. On ne peut pas, dans de telles campagnes développer des positions différentes, voire contradictoires, devant un public mobilisé sur un geste précis, pour une action donnée.

Par contre, d'autres activités politique de caractère plus général, tout en étant publiques, peuvent selon nous être organisées en commun et nous faire apparaître ensemble aux yeux de tous.

Nous organisons pour notre part des réunions publiques tant à Paris qu'en province qui, tout en étant consacrées à des questions politiques, ne relèvent pas de l'intervention immédiate.

C'est ainsi par exemple que nous réunissons à la Mutualité à Paris, régulièrement chaque mois, depuis des années, un public de 1 200 personnes environ, dans le cadre des réunions du Cercle Léon Trotsky (ces réunions portent ce nom depuis un an environ). Dans certaines villes de province, sous des appellations variées, nous avons des réunions publiques ou semi-publiques semblables.

Ces réunions ne sont pas des meetings circonstantiels, elles sont consacrées à des sujets politiques qui, même importants, voire capitaux, ne sont pas

formellement d'actualité. Sur ces sujets, nous pourrions avoir des divergences ou des convergences. Pourquoi n'organiserions-nous pas de telles réunions, consacrées à de tels sujets, sous une forme à déterminer ?

Nous pourrions par exemple développer chacun nos positions sur un même sujet lors de la même réunion, ou au contraire traiter alternativement, lors de réunions successives, des sujets différents.

Evidemment, vous ne faites pas jusqu'ici ce type de réunions régulières destinées à un public restreint intéressé par des exposés politiques sur de tels sujets, et nous sommes la seule organisation d'extrême-gauche à rassembler ainsi chaque mois à Paris un millier de participants, mais tout porte à croire que dans votre public il y aurait le même nombre de camarades intéressés et que nous pourrions ainsi rassembler régulièrement chaque mois plus de 2 000 personnes prêtes à s'intéresser aux grands événements politiques de notre époque. Ce serait là une apparition politique qui reflèterait nos relations privilégiées bien mieux que la fête, d'autant que cela n'exclue pas cette dernière, qui prendrait ainsi une autre dimension.

Et puis, dans le même ordre d'idées, nous vous rappelons notre proposition, déjà ancienne, d'étudier les moyens de publier en commun nos hebdomadaires respectifs. Nous y consacrons chacun beaucoup d'efforts, financiers et militants, pour répéter séparément bien des choses que nous pourrions dire en commun, alors que ce que nous disons de différent pourrait l'être aussi bien dans un seul hebdomadaire que dans deux.

Nous savons que cette proposition vous paraît impossible à réaliser ou pour le moins prématurée. Mais nous souhaitons quand même que s'engage à ce propos une discussion entre nous, bien que cela pose tout le problème de nos différences dans la conception de nos interventions écrites.

Cela vous paraît en effet être une contradiction de notre part de vous proposer d'éditer en commun nos hebdomadaires tout en affirmant que l'édition de tracts communs dans les entreprises n'est pas souhaitable. Mais à nous, ce qui paraît erroné c'est l'inverse. Car cela sous-estime à la fois les travailleurs du rang et les lecteurs de nos presses respectives.

Bien sûr, nous pouvons, sur un tract d'entreprise, protester ensemble contre l'austérité, le gouvernement ou le patronat. Mais dès qu'il s'agit d'agir, nous sommes en désaccord. Dès qu'il s'agit de s'opposer à la politique des appareils syndicaux, ou à leur absence de politique, nous divergeons sur les moyens. C'est cela qu'il faut arriver à résoudre. Et ce n'est pas en signant symboliquement des papiers qui ne nous engageraient à rien que nous y parviendrons.

En fait, un tract, une feuille d'entreprise, une intervention commune, nécessitent d'être d'accord sur une politique et ne permettent pas d'être un jour d'accord et l'autre pas, car il s'agit d'agir ensemble, plus que de s'exprimer ensemble.

Comme nous le disions plus haut, ce qui serait un réel changement pour les travailleurs dans les entreprises où nos courants coexistent, c'est de voir, lors des luttes, nos militants agir toujours en commun. Mais cela arrive encore trop rarement. A quoi bon signer un texte de propagande commun sur un sujet général si, à la première lutte, à propos même du mouvement où les travailleurs sont engagés, nos militants prennent des positions différentes ?

Un hebdomadaire commun

Par contre nos hebdomadaires respectifs s'adressent à un tout autre public qui attend de nous autre chose : ce public n'attend pas que nos choix, il veut connaître les raisons de nos choix. Et à ce public nous pouvons parfaitement exposer les raisons de nos choix respectifs lorsqu'ils sont différents, et l'en rendre juge.

Le public de nos hebdomadaires est constitué de militants ou de sympathisants qui se posent les problèmes politiques et qui sont prêts à les discuter. Ce public pourrait supporter, voire trouver positif, la défense contradictoire, dans le même organe, de deux options différentes sur un même sujet.

Rouge a quelques milliers de lecteurs et *Lutte ouvrière* en a autant. Bien sûr, ce sont peut-être en partie, mais en partie seulement, les mêmes. Et il est donc vraisemblable que cet hebdomadaire commun aurait deux fois plus de lecteurs que nos hebdomadaires respectifs. D'autant que cela provoquerait peut-être un certain courant de curiosité, sinon d'estime, pour une expérience qui donnerait l'exemple de rapports qui trancheraient avec *« ceux qui règnent en général dans le mouvement ouvrier »*.

La chose qui est certaine, c'est que nous diminuerions sensiblement les efforts militants et les coûts. Diminuer les coûts, augmenter les lecteurs (et les recettes), ne serait-ce pas un avantage considérable ?

En contrepartie, est-ce que cela voudrait dire que sur chaque sujet il y aurait deux articles contradictoires, deux articles différents ? Peut-être, mais peut-être pas. Bien des articles d'information, de culture et même de politique, pourraient être communs, quelques autres pourraient se contenter de quelques lignes complémentaires de la part de celle des deux rédactions qui veut émettre des réserves. Et puis, effectivement, certains choix politiques, et sans doute les plus d'actualité, devraient être exprimés contradictoirement par les deux tendances en termes différents. Mais où serait l'inconvénient par rapport à tous les avantages matériels et politiques, puisque cela se ferait devant un public politisé, un public équivalent à celui de la fête, un public qui justement pourrait être sensible à nos

rapports préférentiels malgré nos différences.

C'est pourquoi d'ailleurs, tout en acceptant de mener un débat par une tribune publique dans *Critique communiste* et *Lutte de classe*, nous regrettons que ce débat ne soit pas publié dans *Rouge* et *Lutte ouvrière*, car outre que nous ne voyons aucun inconvénient à une telle publicité, nous pensons que l'arrêt du « quatre pages commun » pourra être interprété comme un recul par notre public commun. Ce qui a nui aux « quatre pages », c'est justement le point de vue de départ consistant à rechercher les points d'accord plutôt que de la discussion. Cela nous a amenés à écarter la plupart des problèmes d'actualité qui pouvaient nous tenir à cœur, et a entraîné un manque d'intérêt pour ce « quatre pages », tant de nos rédactions guère motivées, que de nos lecteurs. Nous espérons donc que nous parviendrons à publier une partie de notre discussion et de nos débats dans nos hebdomadaires sous forme de « pages communes » indépendamment de la tribune trimestrielle que vous proposez.

L'ensemble des désaccords politiques ou des divergences d'appréciation sur les points politiques que vous avez soulevés dans votre lettre trace donc des limites à ce que nos deux organisations pourront pour le moment réussir à faire en commun, dans l'avenir immédiat. Cela dit, nous partageons tout à fait votre façon de voir et, tout comme vous, nous souhaitons renforcer l'intervention des révolutionnaires dans la situation présente et travailler à rassembler les conditions d'une véritable unification de nos forces militantes, en trouvant dans l'immédiat des moyens et des occasions de rapprocher nos deux organisations par des propositions qui ne soient *« pas directement dépendantes de nos perspectives d'activité conjointe dans les mois qui viennent »*.

Enfin, nous ajouterons que nous avons été sensibles à l'invitation qui nous a été faite de participer à certaines réunions organisées sous l'égide du Secrétariat unifié, ainsi qu'aux contacts que vous nous proposez pour mieux connaître la réalité militante de votre organisation internationale en Europe et en Amérique latine, et en particulier au Nicaragua et en Amérique centrale.

Par la force des choses, nous ne pouvons vous proposer de réciproque sur ce terrain, mais bien entendu notre organisation est ouverte à tous les contacts que vous jugeriez bons et à tous les militants de votre organisation internationale que vous pourriez désigner à cet effet.

Nous sommes bien entendu prêts à vous rencontrer pour discuter en détail de toutes ces questions ainsi que de toutes celles qui pourraient être soulevées par l'actualité, ainsi éventuellement, si vous le souhaitez, qu'à rendre plus régulières les rencontres entre nos directions respectives.

Veuillez agréer, chers camarades, nos fraternelles salutations.

Le 15 novembre 1984
Le comité exécutif de Lutte ouvrière

• Les intertitres sont de la rédaction.

Réponse de la LCR à la réponse de Lutte ouvrière

Chers camarades,

Nous enregistrons avec plaisir la réponse positive que vous avez apportée aux quatre propositions avancées par notre comité central.

Nous pensons que la systématisation des réunions communes de nos cellules permettra de faite avancer pour chacun une meilleure connaissance de nos organisations et donc de faire avancer les débats sur les divergences qui nous séparent, de même la préparation et l'organisation en commun de la fête en 1985, et la publication d'un supplément commun à nos deux organes *Lutte de classe* et *Critique communiste*.

Nous voudrions cependant revenir sur quelques questions soulevées dans votre réponse.

La première concerne l'activité que nous menons pour l'affirmation d'une force anticapitaliste.

Nous vous disions dans notre lettre que notre projet était de *« mettre nos forces au service d'initiatives stimulant l'organisation ou, au moins, l'expression de courants de travailleurs décidés à refuser la politique d'austérité du gouvernement et à riposter contre l'offensive du patronat et de la droite (...) de travailleurs prêts à se regrouper et à agir ensemble (...) sur le terrain des entreprises comme celui des élections. »*

Pour votre part, vous assimilez ce

projet à un simple regroupement, *« sous la forme d'idées, de plans, de mots d'ordre, etc. »*. Apparemment, nous ne nous sommes pas compris. Car justement comme vous le dites *« ceux qui recherchent quelque chose recherchent une force à laquelle se rallier, et pas des idées »*.

Nous sommes bien d'accord avec cela et c'est même ce souci qui motive notre démarche.

Aujourd'hui, dans les entreprises et dans le mouvement syndical, en dehors des militants de la LCR et de LO, existent plusieurs milliers de travailleurs qui se battent souvent avec nous, qui partagent nombre de nos objectifs. Il sont le plus souvent inorganisés politiquement ou parfois dans de petits groupes politiques.

Ce courant-là existe sans nul doute, et en même temps ni vous ni nous ne sommes capables de l'organiser directement. Devons-nous simplement comme vous le proposez attendre et « faire nos preuves » pour que convaincus de nos positions ces travailleurs nous rejoignent ?

Nous sommes évidemment pour que nos organisations fassent leurs preuves le mieux et le plus vite possible. Mais faire ses preuves pour des révolutionnaires, c'est aussi à des moments précis œuvrer à rassembler sur des objectifs précis ceux qui peuvent être rassemblés.

Nous n'avons pas l'objectif de dessiner un courant d'idées, mais de regrouper des militants ouvriers qui agissent chaque jour sur leur lieu de travail et se posent aujourd'hui le problème d'une alternative face aux directions réformistes. Les propositions d'appel, de démarche vis-à-vis d'autres organisations vont dans ce sens.

Nous ne pouvons préjuger des résultats que nous obtiendrons dans cette démarche. Mais nous sommes par contre persuadés que tout pas en avant sera un point marqué justement pour augmenter la crédibilité des révolutionnaires et leur influence dans les entreprises ; point marqué aussi contre le climat de démoralisation et de découragement qui pèse sur de nombreux travailleurs qui faisaient confiance aux directions réformistes face à l'austérité.

Avancer dans ce sens, c'est aussi montrer à ces travailleurs que dans les luttes le combat résolu pour les revendications est un terrain plus sûr que l'acceptation du compromis avec un gouvernement qui organise le chômage et la baisse des salaires.

Une autre question est celle de l'activité en commun dans les entreprises. Vous nous dites : *« Nous ne pensons pas que la simple réunion des signatures de nos deux organisations sur des tracts ou des affiches communes suffise à augmenter notre crédibilité commune »*(...) *« Il est plus conforme à la moralité révolutionnaire que la politique de nos deux organisations apparaissent différemment. »*

Nous ne pensons pas que des tracts ou des affiches communes signifient que toutes nos divergences sont effacées ou que nous sommes au bord de la fusion. Une affiche ou un tract commun, cela ne veut dire qu'une chose qui est la suivante : sur un point précis nos deux organisations sont d'accord. Si l'on suivait jusqu'au bout votre logique nous ne devrions pas non plus présenter des listes ou des candidats communs, faire des professions de foi communes lors d'élections comme nous l'avons fait plus d'une fois depuis plusieurs années. Car là c'est non seulement sur un point précis que nous nous mettons d'accord, mais sur une question politique globale que nous présentons ensemble aux travailleurs. Pas plus que vous, nous ne sous-estimons les travailleurs du rang. Ils savent fort bien que si deux organisations se mettent d'accord pour une campagne électorale ou un tract commun face à une mesure d'austérité ou à une attaque patronale, cela ne veut pas dire qu'elles sont d'accord sur tout. Cela veut dire par contre qu'elles ne se comportent pas comme d'autres et que, lorsqu'elles peuvent dire ou faire une chose ensemble, elles le font.

Une autre question est celle de la solidarité internationale en particulier avec le Nicaragua. Vous pensez comme nous qu'il est *« essentiel de manifester par tous les moyens possibles notre solidarité avec le Nicaragua en butte à une agression de l'impérialisme US »*. Vous pensez par contre qu'espérer impulser et animer un éventuel mouvement de masse susceptible de s'opposer à la politique de l'impérialisme est une entreprise qui nous dépasse.

Ce travail de solidarité, nous l'avons commencé depuis trois ans, et la LCR n'est étrangère ni au réseau de comités qui existe aujourd'hui dans le pays ni aux brigades qui sont allées cet été au Nicaragua. Bien sûr, nous travaillons à l'échelle de nos forces. Mais il n'est pas étranger à la progression de nos idées que des dizaines de milliers de travailleurs de ce pays sachent, grâce à la propagande des brigadistes, à l'action des comités, et à la nôtre, que loin de combattre pour la liberté, l'impérialisme US est en train de tenter d'écraser un peuple.

Cela n'est pas encore le mouvement de masse susceptible de peser face à l'impérialisme ? Certes non. Mais tout ce que nous faisons renforce la possibilité d'éclosion d'un tel mouvement et renforce les réflexes de solidarité internationale parmi les travailleurs, tout comme les tournées de meetings et les collectes que nous avons organisées au profit des mineurs britanniques. L'exemple de centaines de milliers de travailleurs luttant pied à pied contre l'austérité en Grande-Bretagne est plus efficace que beaucoup de nos tracts pour atteindre le même objectif en France.

Une dernière question, celle du racisme. La LCR a mis ses forces dans le soutien à l'initiative des jeunes de Convergence 84. Cela veut-il dire que nous partagions leurs positions, en particulier leurs déclarations sur les récupérations politiciennes ? Certes non. Mais nous savons aussi que, si beaucoup de jeunes immigrés partagent les mêmes opinions que ces initiateurs, c'est qu'ils n'ont vu face à eux depuis dix ans que des politiciens et un mouvement ouvrier français veule et sourd à leurs exigences.

Quand nous soutenons une telle initiative et contribuons à son succès, comme nous l'avons fait dans de nombreuses villes, notre but n'est pas d'en rester là mais d'impulser des structures permanentes, tant parmi les travailleurs que dans la jeunesse. Les résultats obtenus dans plusieurs entreprises nous ont permis un travail concret auprès des travailleurs pour s'opposer à la propagande raciste. Là encore il s'agit d'un travail de longue haleine, mais qui selon nous est indissociable de la construction de regroupements de militants révolutionnaires dans les entreprises.

Il s'agit là, nous en sommes conscients de choix de construction qui divergent des vôtres. Ils poursuivent néanmoins le même objectif : la progression de l'influence des révolutionnaires dans les entreprises et de leur capacité de disputer la direction des luttes aux réformistes, et au PCF en premier lieu.

C'est d'ailleurs ce type de choix et d'investissement qui nous empêche de répondre positivement à votre proposition d'organisation commune des cercles Léon Trotsky, non par principe, mais parce que contradictoire aujourd'hui avec les rythmes d'activité de nos camarades. Cela ne veut pas dire que nous refusons, si vous en êtes d'accord, l'organisation ponctuelle en commun de tels cercles.

Voilà notre opinion sur quelques questions, en étant sûr que la suite de nos relations et de nos échanges fera progresser et mûrir toutes ces discussions.

Veuillez agréer, chers camarades, nos fraternelles salutations.

Le 10 décembre 1984
Le bureau politique de la LCR

Notes sur l'écrivain révolutionnaire Denis Diderot (II)

Michel LEQUENNE

NOUS avons choisi la fin de « l'année Diderot » — 1984 — pour publier un long article sur cet écrivain aux multiples facettes. La première partie, dans notre numéro précédent, traitait de la correspondance, « fil conducteur de la vie et de l'œuvre » ; de Diderot « tâcheron et militant » à la somme que constitua *l'Encyclopédie* ; de Diderot fourvoyé dans le théâtre. Voici la suite et fin de cette étude.

3. La critique d'art : un grand esthéticien (15)

Le militant Diderot a été aussi un journaliste. Sa participation à la *Correspondance littéraire* de Grimm rivalise en masse avec ses articles de *l'Encyclopédie*. C'est le plus gros de son travail quand celle-ci est achevée. Il ne dit nulle part que ce travail lui était rétribué. Le faisait-il seulement par amitié et parce qu'il pouvait là s'exprimer quasi sans contrainte ? Curieux « journal » que cette *Correspondance* dont les abonnés comptaient le roi de Prusse, l'impératrice de Russie et un tas de petits souverains allemands qui tous s'amusaient beaucoup de propos subversifs sans danger pour leurs trônes, puisque la feuille était parfaitement confidentielle. Elle avait au moins l'avantage pour Diderot de l'obliger à préciser ses pensées, ce qui, on le sait, ne se fait bien qu'en écrivant.

Amateur d'art, Diderot se voit demander par Grimm en 1759 de rendre compte des Salons que l'Académie royale de peinture et de sculpture organise à Paris tous les deux ans. Jusqu'en 1781, Diderot en rendra compte de neuf, mais les cinq premiers en huit ans, les quatre derniers, plus brefs, en douze ans. Ce travail va d'abord le passionner. Il aime la peinture. *« J'aime à louer. Je suis heureux quand j'admire. Je ne demanderais pas mieux que d'être heureux et d'admirer »* écrit-il dès ses premières lignes. Las ! L'époque n'est pas une grande période d'art. Ses critiques vont être féroces. Malgré le caractère quasi clandestin de la *Correspondance littéraire*, il redira souvent sa tristesse d'avoir à tant condamner : *« Qu'un morceau de toile soit barbouillé ou qu'un cube de marbre soit gâté, qu'est-ce que cette perte en comparaison du soupir amer qui s'échappe du cœur de l'homme affligé ? Voilà de ces fautes qui ne méritèrent jamais la correction publique. Réservons notre fouet pour les méchants, les fous dangereux, les ingrats, les hypocrites, les concussionnaires, les tyrans, les fanatiques et autres fléaux du genre humain. »* (Conclusion du *Salon de 1763*.)

Ses regrets sont d'autant plus grands qu'il s'instruit et que Chardin lui a fait valoir qu'*« entre tous les tableaux qui sont ici, cherchez le plus mauvais ; et sachez que deux mille malheureux ont brisé entre leurs dents le pinceau, de désespoir de faire jamais aussi mal » (Salon de 1765).* Mais mieux comprendre les principes de l'art ne peut au contraire que le rendre plus exigeant. Rien ne lui sera bientôt étranger des problèmes de couleur sur laquelle il approfondira sa réflexion dans son *Essai sur la peinture* qu'il joint à son *Salon de 1765*. *« On ne manque pas d'excellents dessinateurs ; il y a peu de grands coloristes. »* Mais *« Pourquoi cette variété de coloristes, tandis que la couleur est une dans la nature ? »* Il hésite, mais comprend que la cou-

15. Une magnifique exposition sur le thème de « Diderot et l'art de Boucher à David » s'est tenue à Paris, à l'Hôtel de la Monnaie, jusqu'au 6 janvier 1985. Un choix des tableaux dont Diderot parle dans ses « Salons » est « illustré » de citations des « Salons » enregistrées et que « murmurent » en permanence des colonnes parlantes. Un certain nombre de ces tableaux étaient quasi perdus, ici dans une église, là dans un musée de province, voire dans des réserves, quelques-uns dans des collections particulières. L'exposition confirme la sûreté d'œil de Diderot. Les « Salons » font l'objet des tomes XIII et XIV des « Oeuvres complètes » des éd. Hartmann. Ils sont annoncés pour paraître en édition de poche.

16. Quelques-uns de ces magnifiques portraits sont à l'exposition de l'Hôtel de la Monnaie.

17. Une reproduction en noir et blanc de ce tableau est reproduite dans notre ouvrage « Marxisme et esthétique », édition La Brèche.

leur picturale a ses lois propres bien qu'il continue de placer au-dessus de tout la « restitution de la nature » par Chardin.

Ce qui rend le bon coloriste rare, c'est la copie du maître par l'élève, en fait : le cliché. D'emblée, Diderot part en guerre contre le fléau du siècle en art : l'académisme. Son mot d'ordre est : il faut *sortir*, ce qui ne sera une cause vraiment gagnée qu'avec l'impressionnisme. Il faut sortir, même pour la peinture religieuse : regarder les gestes des métiers, mais aussi comment le moine prie. Diderot fait remarquer aux peintres que l'ombre elle-même est colorée. Les lois qu'il pose ne vont pas sans l'embarrasser lui-même. Car il admire Rembrandt qui défie ces lois. Et il voit aussi si bien combien les « proportions idéales » peuvent entraîner de monotonie, voire d'insignifiance, qu'il met en cause la sacro-sainte suprématie de Raphaël, ce qui fait crier Grimm d'indignation. De Quentin La Tour qu'il admire, il critique le portrait de Jean-Jacques Rousseau qui n'est pas celui du « Caton et du Brutus de notre âge », et seulement une belle chose, non pas un chef-d'œuvre.

On n'a pas cessé de reprocher à Diderot sa critique faite au nom du traitement du sujet. Mais c'est un procès anachronique. Il est juste au contraire que le critique se place du *point de vue même* de l'esthétique de l'artiste, de l'art de son temps. C'est ce que fait Diderot en leur demandant d'être conséquent avec leurs options. Mais, en même temps, il condamne la hiérarchie des « genres ». Aux peintres de sujets religieux qui dominent, il montre Lesueur en exemple, et se moque de leurs Christ *« à la plate et piteuse figure traditionnelle »* ou à *« l'air benêt »*. Toutefois, il ne cesse de déplorer toutes les *« scènes d'atrocité, un écorché, un pendu, un rôti, un grillé, une dégoûtante boucherie »* qui sont la thématique de cet *« abominable christianisme »*. Et d'autant plus que cela est peint en vilaines couleurs noirâtres.

Mais s'il regrette que *« la Vierge Marie* [n'ait pas] *été la mère des plaisirs, ou même, mère de Dieu, si ç'eut été ses beaux yeux, ses beaux tétons, ses belles fesses qui eussent attiré l'Esprit-Saint sur elle »*, il n'en est pas moins aussi sévère à l'égard de la peinture grivoise du temps qui nous arrête par notre « vice » et non par « le talent de l'artiste ». A propos de Nattier, il note que les nus sont mauvais, en général, parce que les modèles sont des « soldats » et des « prostituées », et que les corps sont déformés par les vêtements du temps. En fait, il n'élucide pas en lui-même les raisons sociales de sa critique des peintres de « galanteries ». Le maître en ce domaine est Boucher, et il ne cesse de balancer ses jugements sur lui. En 1759, il exécute une *Nativité* de ce peintre, son coloris faux, son lit à baldaquin, pour finir par dire : *« Je ne serais pas fâché d'avoir ce tableau. Toutes les fois que vous viendriez chez moi, vous en diriez du mal, mais vous le regarderiez. »* En 1761, il en fait l'Arioste de la peinture, ce qui n'est pas mal vu, puis invente une discussion avec lui qui ne fait que révéler le fait que Boucher peint selon une esthétique aux antipodes de celle de Diderot : *« Où avez-vous pris ces tons de couleur ? (...) — Dans ma tête. — Mais ils sont faux. — Cela se peut, et je ne me suis pas soucié d'être vrai. Je peins un événement fabuleux avec un pinceau romanesque ? Que savez-vous ? La lumière du Thabor et celle du paradis sont peut-être comme cela. Avez-vous jamais été visité la nuit par des anges ? — Non. — Ni moi non plus ; et voilà pourquoi je m'essaye comme il me plaît dans une chose qui n'a point de modèle en nature. »* En 1765, il commence : *« Je ne sais que dire de cet homme-ci. »* Et cela continue. En fait, Diderot sait que Boucher n'est pas un peintre médiocre. Mais il gêne son système. Et il lui reproche surtout, finalement, de gâter le goût de ses nombreux imitateurs.

Le cas de Boucher mis à part. Aucune erreur de jugement de la part de Diderot. Il a su reconnaître que le plus grand peintre du temps était Chardin. Dès le début, il le préfère même à Greuze pourtant plus près de lui idéologiquement : *« C'est celui-ci qui est un peintre ; c'est celui-ci qui est un coloriste (...) On n'entend rien à cette magie. Ce sont des couches épaisses de couleur appliquées les unes sur les autres et dont l'effet transpire de dessous en dessus. D'autres fois, on dirait que c'est une vapeur qu'on a soufflée sur la toile. »* (1763), et *« Vous revoilà donc, grand magicien, avec vos compositions muettes ! Qu'elles parlent éloquemment à l'artiste. (...) Chardin est si vrai, si vrai, si harmonieux, que quoiqu'on ne voie sur la toile que la nature inanimée, des vases, des tasses, des bouteilles, du pain, du vin, de l'eau, des raisins, des fruits, des pâtés, il se soutient, et peut-être vous enlève à deux des plus beaux Vernet, à côté desquels il n'a pas balancé de se mettre »* (1765).

Et pourtant, Vernet, c'est le troisième du triangle des préférés de Diderot, qu'il n'hésite pas à comparer au Lorrain à qui il le préfère.

Le deuxième, c'est évidemment Greuze. *« C'est mon homme »*, dit-il de lui. Effectivement, Greuze peint ce que Diderot a écrit... de plus mauvais. Cependant, la sévérité moderne à l'égard de Greuze doit peut-être être revue en appel de Diderot (16) : Greuze est un admirable portraitiste.

Au second plan, le recul lui manque parfois. Sans doute sous-estime-t-il Quentin La Tour — dont il nous fait par ailleurs admirer le franc-parler, même devant le roi ; la dignité, et le goût sûr. Il surestime sans doute, en revanche, Casenove (qui est le frère du célèbre Casanova) et Loutherbourg, peintres de batailles, genre dont, par ailleurs, il croit l'époque finie (mais il ne pouvait prévoir Napoléon), et doute que Frédéric II les trouverait réalistes. En revanche, il est juste et mesuré à l'égard de Michel Vanloo, qui fera son portrait. Dès son entrée à l'Académie, Fragonard est l'objet de sa part d'une attention aiguë. Diderot savait analyser un tableau avec minutie et profondeur. Dès sa première œuvre, il a vu les qualités et les faiblesses de Fragonard.

Mais là ou la justesse de vue de Diderot éclate, c'est quand apparaissent les premières œuvres du jeune David, au dernier Salon dont il rend compte, en 1781. Son compte rendu est des plus brefs. Visiblement, sa lassitude de ce travail est grande. Il n'a plus grand chose à découvrir ni à enseigner, et est accablé par la quantité des médiocrités. Voilà quatorze ans qu'il a, en 1767, exécuté toutes les nullités du Salon en une liste, ponctuée de *« Nul ! Nul ! Rien ! Pauvre homme ! Peu de choses ! Rien qui vaille ! Moins que rien !* (c'est Parrocel). *Mauvais ! Pauvre artiste ! »* Quelques-uns ayant le sursis d'un *« Attendre »*, et Fragonard d'un *« Il a fait un très beau tableau ; en fera-t-il un second. Je n'en sais rien. »* Enfin David est venu. Diderot écrit : *« Tous les jours, je le vois et crois toujours le voir pour la première fois. Ce jeune homme montre de la grande manière dans la conduite de son ouvrage, il a de l'âme ; ses têtes ont de l'expression sans affectation, ses attitudes sont nobles et naturelles. »* Pourtant l'enthousiasme n'enlève pas sa lucidité à Diderot : *« Je désirerais qu'il y eut moins de raideur dans ses chairs, ses muscles n'ont pas assez de flexibilité en quelques endroits. »* Et, sur le portrait du comte de Potocki (17) : *« Superbe tableau, d'une couleur moins sombre que les autres ; mais la jambe droite du cheval n'a-t-elle pas un peu de raideur ? »* Il faudra le

souffle de la Révolution pour que David perde ces défauts.

L'acuité critique de Diderot est égale vis-à-vis de la sculpture. Il dit sur le moment que celle de ce temps est pour l'essentiel maniérée et ridicule. Il n'en sauve guère que Pigalle, Falconet et Houdon, dont même le magnifique *Voltaire* n'échappe pas à de fines réserves.

A son temps, dont il a été conscient de la pauvreté, Diderot a montré les vrais grands de tous les genres et de tous les styles du passé, manifestant ainsi une culture artistique alors rare. Cela va du Corrège (que Stendhal chérira tant), de Titien et Véronèse au Carache et à Rembrandt, mais aussi de Rubens (dont il condamne le baroquisme souvent grotesque en exaltant sa couleur et son mouvement) et Van Dyck (pour le portrait) à Téniers et Van Ostade. Seul Watteau le trouble, dont le génie contredit tous ses principes. Mais pour l'essentiel ses jugements de valeur sont toujours les nôtres.

Pourtant, sa méthode critique particulière est ce qui a provoqué le plus de moquerie. En face de chaque tableau, qu'il soit historique, mythologique, voire de genre, il le « refait », déplace les personnages, en supprime, élimine des détails, modifie les plans, etc. Mais, c'est, il faut le redire une critique « du point de vue » de la problématique des artistes eux-mêmes, du « point de vue » de la peinture à sujet. Et, de ce point de vue, Diderot a toujours raison, car il démolit le formalisme vide de l'académisme en proposant que l'instant choisi soit toujours le plus riche, celui de la totalisation suspendue vers un devenir. S'il condamne la peinture « hiéroglyphique », les mystères à déchiffrer, il exige de ces sortes d'œuvres un contenu à lire, c'est-à-dire une profondeur, que, significativement, il trouve le mieux atteinte, non dans quelque grande machine, mais dans un paysage qu'il interprète comme une œuvre cosmique où s'affrontent forces de la nature et génie humain.

Plus passeront les années et son approfondissement de l'art pictural, plus Diderot comprendra sa spécificité. Dès 1765, il dit que la peinture de la tranquillité exige plus de génie que celle des actions dramatiques. Quant au portrait, il va même jusqu'a relativiser la ressemblance en faveur de la beauté, force et expression, en tant que telle.

Il ne lui échappe pas, finalement, que le goût n'est pas un critère valable du beau. Des doutes lui viendront même — en particulier à propos de l'architecture — quant à la supériorité du classique (et il s'agit de Michel-Ange) sur le gothique, ce gothique dont le nom reste alors, y compris pour lui, la pire injure en fait de plastique.

Cela l'amènera finalement à déboucher sur le rapport du beau au vrai et au bon, qui est toujours un problème pour nous, bien que le vrai ait pris maintenant un sens moins immédiat, et que le bon soit situé en utopie.

La conclusion de son *Essai* de 1765 est d'une extrême modestie. Il écrit : *« La raison rectifie quelquefois le jugement rapide de la sensibilité ; elle en appelle. De là, tant de productions presque aussitôt oubliées qu'applaudies ; tant d'autres, ou inaperçues, ou dédaignées, qui reçoivent du temps, du progrès de l'esprit et de l'art, d'une attention plus rassise, le tribut qu'elles méritaient. De là, l'incertitude du succès de tout ouvrage de génie. Il est seul. On ne l'apprécie qu'en le rapportant immédiatement à la nature. Et qui sait remonter jusque-là ? Un autre homme de génie. »* Cette leçon vaut pour aujourd'hui autant que celle de la sévérité impitoyable de Diderot.

Corvée infligée par Grimm que ces *Salons*, et qui lui deviendra insupportable, Diderot n'en a pas moins écrit en 1765, alors que le pensum lui avait coûté cette année-là dix-sept jours de travail acharné, que c'était « ce qu'il avait fait de meilleur. » Etonnant jugement, difficile à ratifier. Mais il est certain toutefois qu'avec les *Salons*, œuvre des moins publiées et des moins lues, Diderot a fait faire un grand pas à la réflexion esthétique, que la critique d'aujourd'hui a encore à méditer avec profit.

4. Romans, contes, dialogues : la modernité absolue

Il n'y a d'œuvre littéraire authentique que celle où l'écrivain s'abandonne et se livre tout entier à ses pulsions profondes, dépassant toutes les censures, intérieures plus encore qu'extérieures. Précisément, ce sont les censures extérieures qui ont condamné Diderot à l'écriture quasi clandestine et clandestine. Chance paradoxale, et qu'il n'a pu saisir pleinement qu'une fois *l'Encyclopédie* achevée : elle lui a permis d'écrire une œuvre qui transcende son temps, qui reste moderne, sans une ride, dans le nôtre, et à tel point qu'elle semble inépuisable et que les critiques et historiens modernes n'en finissent

---

18. On s'en rendra compte en consultant « Etat actuel des recherches sur Diderot » d'Anne-Marie et Jacques Chouillet, in revue « Dix-huitième siècle », n° 12, spécial, 1980, et E. de Fontenay, op. cit. qui tout à coup se met à délirer à propos du « Neveu de Rameau ».

19. L. Sterne, « Tristam Shandy », 2 vol. en 10/18. Diderot comparait Sterne à Rabelais, ce qui est intéressant du point de vue de sa propre filiation avec Rabelais. Mais l'influence de Sterne sur Diderot serait à étudier dans les rapports anglais de ses diverses œuvres, depuis la philosophie ouverte, ne l'oublions pas, avec la traduction-adaptation de l'« Essai sur le mérite et la vertu » de Shaftesbury, jusqu'à Richardson, en passant par le théâtre issu de Shakespeare. La révolution anglaise du XVIIe siècle était évidemment pour quelque chose dans le caractère fécondant d'une pensée plus librement hardie et dans les modes littéraires neufs (« le Château d'Otrante » d'Horace Walpole, premier roman noir, paraît en 1764).

pas de l'interroger, parfois jusqu'au vertige (18).

Les formes littéraires dont il héritait étaient soit épuisées — on l'a vu pour le théâtre — soit, comme le roman, enserrées dans de telles conventions qu'il allait falloir la Révolution pour en briser le corset. Mais *la Religieuse* est déjà, sinon autre chose qu'un roman, par sa genèse de jeu mystificatoire, par l'intensité des projections, encore sans exemple, de l'auteur et de ses fantasmes dans l'œuvre, enfin par sa prolifération sur vingt ans, du moins un de ces romans comme il y en a peu dans la littérature en dehors de Stendhal (encore) et de Proust. Mais, enfin, la volonté réaliste maintient *la Religieuse* dans l'« ordre » du roman. Avec *Jacques le Fataliste et son maître*, œuvre totalement posthume, c'est tout autre chose que crée Diderot dans la plus totale liberté, aidé pour son décollage par la lecture enthousiaste qu'il a fait de l'étourdissant *Tristam Shandy* de Laurence Sterne et sa rencontre avec l'auteur (19). La critique moderne a pu parler d'anti-roman à propos de *Jacques le Fataliste*, ce qui peut s'admettre dans la mesure où cette formule s'applique à des fictions dont les personnages sont des anti-héros. Mais peu importe l'étiquette : *Jacques le Fataliste* n'est pas séparé par une barrière de « genre » du *Neveu de Rameau* et, *donc*, des dialogues et des « contes ». *La Religieuse* même se relie à un conte comme *les Deux Amis de Bourbonne* en cela que les deux œuvres naissent de deux mystifications réussies ; les mystifiés croyant à la réalité des fictions imaginées. On touche là un point décisif par où les fictions de Diderot dépassent le cadre du romanesque : leur profond enracinement dans la réalité. Au-delà des mystifications qui réussissent parce que les personnages imaginés ont vécu une vie de chair, et à laquelle Diderot s'est identifié au point d'en souffrir les souffrances, voire parce qu'ils sont des transpositions de Diderot lui-même, il saisit dans la vie d'autres êtres réels (le neveu réel de Rameau, d'Alembert, le médecin Bordeu, Julie de Lespinasse...) et prolonge leur réalité, la nourrit, la déborde... Du réalisme, on passe là à un sur-réalisme.

Le procédé, non seulement arrache ces créations à toute abstraction, mais, en cela, les leste de toutes les contradictions des vivants. Ils *incarnent*, au sens plein, les contradictions mêmes de Diderot qui s'élèvent en interrogations. Réels mais « possédés », voilà ces personnages porteurs d'un nouveau qui les éternise par l'art : en elles Diderot arrache la spéculation philosophique à l'idée pure et la réintègre dans la vie quotidienne. Il ne s'agit plus de développements logiques, réthoriques, mais de heurts de points de vue d'états, de sexes, d'intérêts, de goûts, de pulsions... Tant qu'il y aura un monde, non seulement de classes, mais de désordre social, *le Neveu de Rameau* sera d'actualité, où s'opposent — avec des feintes et des fuites sans fin — deux conceptions de la vie — pas toujours assurées d'elles-mêmes — qu'aucune transcendance ne règle, nul au-delà, nulle morale assurée, mais simplement le sens et la valeur que chacun est maître de donner à ses actes. Il n'est pas étonnant que Diderot ait traîné ce dialogue la moitié de sa vie et ne lui ait donné sa forme dernière qu'en ces derniers jours : chacun ne se refait-il pas périodiquement ce dialogue, qui ne se règle pas en raison, mais selon le plus ou moins de déraison assumée de ses propres déterminations.

Quoi qu'on dise *le Neveu de Rameau* le dialogue de plus longue portée de Diderot, les trois entretiens du *Rêve de d'Alembert* reste le plus étonnant en même temps que plus artistiquement réussi. Toute la civilisation raffinée du XVIIIe siècle se concentre dans la légèreté et le brillant de cette somme de la pensée matérialiste heureuse, en attente de Lamarck et de... Freud.

Elisabeth de Fontenay, qui a établi que Marx et Engels avaient fort peu lu Diderot, a raison de dire que ce matérialisme-là n'a rien de « vulgaire ». Il n'est que limité par les connaissances scientifiques du temps, en particulier biologiques, mais sa hardiesse de pensée n'est pas dépassée, et encore moins le grand art que Diderot atteint là : l'un de ces sommets dispensateurs inépuisables de jubilation, de bonheur...

5. Philosophie et politique : voies ouvertes vers toutes les révolutions

Pour ses amis comme pour lui-même, Diderot était « le philosophe ». Mais en ce siècle où les systèmes philosophiques se bousculent vers celui du « dernier des philosophes », Hegel, Diderot est le premier des philosophes d'au-delà des systèmes. Il est philosophe au sens moderne du mot : une pensée qui synthétise les connaissances de l'époque et se tend vers leur devenir, celui de la société, de l'homme.

L'homme d'abord ! Est-il bon ? Est-il méchant ? Question du siècle, fondamentale. Naturellement méchant répond Hobbes, répondra Sade. Naturellement bon dit Rousseau. Diderot le voudrait bien aussi. Mais il a de fortes raisons d'en douter. Quand, un soir, chez d'Holbach, il ouvre *l'Essai sur les mœurs* et lit *« cent forfaits horribles en moins de vingt pages »*, il est plein d'amertume. Et d'Holbach lui dit ironiquement : *« Voilà le sublime de la nature, le beau inné de l'espèce humaine »* (lettre à Sophie du 26 octobre 1760). Le mois suivant, il revient sur la question et conclut avec hésitation : *« Non, chère amie, la nature ne nous a pas faits méchants ; c'est la mauvaise éducation, le mauvais exemple, la mauvaise législation qui nous corrompent. Si c'est là une erreur, du moins je suis bien aise de la trouver au fond de mon cœur, et je serais bien fâché que l'expérience ou la réflexion me détrompât jamais. Que deviendrais-je ? Il faudrait ou vivre seul, ou se croire sans cesse entouré de méchants ; ni l'un ni l'autre ne me convient. »*

Mais quelques jours encore avant, il envisageait les choses avec plus de déterminisme : *« Le baron se tue de lire l'histoire qui ne sert qu'à lui gâter l'esprit et à lui aigrir le cœur. Il n'en retient que les atrocités de l'homme et de la nature. Il y apprend à mépriser et à haïr de plus en plus ses semblables. Y rencontre-t-il quelques pages noires à faire trembler, il a une joie secrète de m'en régaler. Il est sûr que si tout ressemblait à ce qu'il m'en montre, on n'y tiendrait pas. Je ne suis pas violent, eh bien, je me suis surpris en parcourant certains règnes, le cœur gonflé de fureur et jouant du poignard à ravir. Le despotisme, mon amie, est la plus terrible des séductions ; on n'y résiste pas. Celui qui peut tout faire impunément fait beaucoup de mal. Combien je connais d'hommes qui ne s'en doutent guère, mais qui ont une telle violence de caractère, des quarts d'heure d'humeur si injustes ; qui souffrent si impatiemment qu'on leur réponde ou qu'on leur résiste, qui traitent leurs subalternes avec tant de hauteur, de dureté et de mépris ; qui exercent une si cruelle tyrannie sur tout ce qui leur appartient, que j'ose assurer qu'il ne leur manque qu'un plus grand théâtre avec le titre et la puissance de shah ou de sultan pour couper des pieds et des mains, faire sauter des têtes, arracher des yeux, et remplir d'actions horribles, sous les noms français de tels et tels, les mêmes pages qui les ont fait frémir d'horreur*

sous les noms asiatiques de Soleyman et de Séfi. / Que nous nous connaissons peu, et que la nature qui nous a confinés dans les rangs inférieurs nous a bien servis ! Si Caligula n'eût été que le fils d'un cordonnier de Rome, il n'eût jamais tué que des mouches. Tel eût été Néron qui s'est dit cent fois : Moi, j'aurais été Trajan. »

De là, il ira encore plus loin dans la compréhension de la détermination des comportements et traitera à plusieurs reprises, de façon très stendhalienne, de la dynamique de l'énergie. Par exemple : *« Je ne pouvais m'empêcher d'admirer la nature humaine, même quelquefois quand elle est atroce. Par exemple, disais-je, on a condamné un homme à mort pour des placards, et le lendemain de son exécution on en trouve au coin des rues de plus séditieux. On exécute un voleur, et dans la foule d'autres volent et s'exposent au supplice même qu'ils ont sous les yeux. Quel mépris de la mort et de la vie ! Si les méchants n'avaient pas cette énergie dans le crime, les bons n'auraient pas la même énergie dans la vertu. Si l'homme affaibli ne peut plus se porter aux grands maux, il ne pourra plus se porter aux grands biens. En cherchant à l'amender d'un côté, vous le dégraderez de l'autre. Si Tarquin n'ose violer Lucrèce, Scœvola ne tiendra pas son poignet sur un brasier ardent. Cela est singulier ; on est en général assez mécontent des choses, et l'on n'y toucherait pas sans les empirer. »*

Il est de ceux qui se voudraient Trajan. Cela ne l'empêche pas de connaître ses pulsions. Dans la même période (le 18 octobre 1760) n'a-t-il pas écrit, toujours à Sophie : *« le spectacle de l'injustice me transporte quelquefois d'une telle indignation que j'en perds le jugement et que, dans ce délire, je tuerais, j'anéantirais. »*

Nonobstant les risques, changer les choses sera sa préoccupation constante. Les travaux et les textes qu'il fait pour l'*Histoire des deux Indes* de Raynal, cet ultime travail souterrain (20), vont le mener à tirer du sens tragique de l'histoire — la bonne nature étant renvoyée à un passé lointain ou à un lointain géographique où elle est traquée par le colonialisme — l'inévitabilité de l'abandon de toute perspective réformiste de la société (perspective qui est encore alors celle de la bourgeoisie) et à appeler à la révolution dans les termes les plus violents.

On ne peut que renvoyer au livre d'Yves Benot pour donner l'exacte mesure du testament révolutionnaire de Diderot que sont les « Discours pour Raynal ». Comme pour *l'Encyclopédie*, Diderot a radicalisé, tout au long des versions de cet ouvrage, de 1772 à 1781, ses interventions interpolées dans un ensemble dont Yves Benot a récapitulé les dissonances politiques. Ces sortes de macédoines ne déplaisaient sans doute pas à Diderot en ce qu'elles étaient de bons camouflages pour ses fusées qui, dit encore Yves Benot, *« couronne son œuvre de penseur »*. Cette *Histoire* fait le bilan de la découverte et de la conquête du monde par l'Europe. Elle est pour Diderot l'occasion d'une condamnation à laquelle il n'y a guère à ajouter. Le commerce même y est condamné comme corrupteur, et la colonisation l'est dans son principe : *« Il faut que le monde que vous avez envahi s'affranchisse de celui que vous habitez. Alors, les mers ne sépareront plus que deux amis, que deux frères. »*

La dénonciation des atrocités coloniales avait déjà été faite, en particulier par Louis-Sébastien Mercier (21), mais, écrit Yves Benot, « c'est l'apport décisif de Diderot en 1781 que d'avoir ajouté à la protestation contre les atrocités coloniales, renforcée déjà par des appels au soulèvement, l'affirmation du principe de l'indépendance nécessaire et inéluctable ». Le ton de Diderot est déjà celui des hommes de 93 (qui, eux mettront si vite un terme à la libération des esclaves) : *« Non, non, il faut que tôt ou tard la justice soit faite. S'il en arrivait autrement, je m'adresserais à la populace. Je lui dirais : Peuples dont les rugissements ont fait trembler tant de fois vos maîtres, qu'attendez-vous ? Pour quel moment réservez-vous vos flambeaux et les pierres qui pavent vos rues ? Arrachez-les... »*

Ceci s'adressait aux Indiens. Voilà maintenant les Noirs : *« Des malheurs même imaginaires nous arrachent des larmes dans le silence du cabinet et surtout au théâtre. Il n'y a que la fatale destinée des malheureux nègres qui ne nous intéresse pas. On les tyrannise, on les mutile, on les brûle, on les poignarde, et nous l'entendons dire froidement et sans émotion. Les tourments d'un peuple à qui nous devons nos délices ne vont jamais jusqu'à notre cœur. »* Et c'est l'appel, pas assez fameux : *« Où est-il, ce grand homme, que la nature doit à ses enfants vexés, opprimés, tourmentés ? Où est-il ? Il paraîtra, n'en doutons point, il se montrera, il lèvera l'étendard sacré de la liberté. Ce*

20. A notre connaissance, les « textes pour Raynal » ne font l'objet d'aucune publication séparée et populaire. Ils figurent dans les « Oeuvres complètes » du Club du Livre. Ils sont longuement cités et analysés par Yves Benot, op. cit.

21. Louis-Sébastien Mercier, « l'An 2240 », a été réédité naguère dans la « Bibliothèque des Utopies » des éd. France Adel. Il a malheureusement été très vite soldé. On n'a actuellement en librairie de cet auteur, que son passionnant « Tableau de Paris », éd. La Découverte.

signal vénérable rassemblera autour de lui les compagnons de son infortune. Plus impétueux que les torrents, ils laisseront partout les traces ineffaçables de leur juste ressentiment. Espagnols, Portugais, Anglais, Français, Hollandais, tous leurs tyrans deviendront la proie du fer et de la flamme. Les champs américains s'enivreront avec transport d'un sang qu'ils attendaient depuis si longtemps, et les ossements de tant d'infortunés, entassés depuis trois siècles, tressailleront de joie. L'ancien monde joindra ses applaudissements au nouveau. Partout, on bénira le nom du héros qui aura rétabli les droits de l'espèce humaine, partout on érigera des trophées à sa gloire. » Il est venu, ce fut Toussaint Louverture, mais l'ancien monde n'a pas joint ses applaudissements au nouveau.

Ce n'est pas seulement aux peuples des colonies que Diderot en appelle dans ce livre. Il y célèbre la décapitation de Charles Ier, justifiant par avance celle de Louis XVI. Auparavant, il avait fondé le droit au régicide : *« La première ligne d'un code bien fait doit lier le souverain, il doit commencer ainsi : "Nous peuple et nous souverain de ce peuple, jurons conjointement ces lois par lesquelles nous seront également jugés ; et s'il nous arrive à nous, souverain, de les changer ou des les enfreindre, ennemi de notre peuple, il est juste qu'il soit le nôtre, qu'il soit délié du serment de fidélité, qu'il nous poursuive, qu'il nous dépose et même qu'il nous condamne à mort, si le cas l'exige, et c'est la première loi de notre code." »* Et cela, c'était dans... les *Mémoires* pour Catherine II ! Ce projet de monarchie « constitutionnelle » a dû faire comprendre à l'autocrate de toutes les Russies qu'entre elle et Diderot il y avait eu un malentendu.

Dans l'*Histoire*, ce n'est plus de code qu'il s'agit. Il sait qu'il n'y a pas de conciliation possible entre le souverain qui est ou dont le successeur sera un tyran et le peuple : *« L'empire se trouvant partagé entre deux classes d'hommes, celle des maîtres et celle des esclaves, comment rapprocher des intérêts si opposés ? Jamais les tyrans ne consentiront librement à l'extinction de la servitude, et pour les amener à cet ordre de choses, il faudra les ruiner ou les exterminer. »* On voit que cela vaut pour toutes les sociétés de classes. Et c'est à rapprocher de ce qu'il avait écrit avant l'*Histoire* : *« Voulez-vous que je vous dise un beau paradoxe ? C'est que je suis convaincu qu'il ne peut y avoir de vrai bonheur pour l'espèce humaine que dans un état social où il n'y aurait ni roi, ni magistrat, ni prêtre, ni lois, ni tien, ni mien, ni propriété foncière, ni vices, ni vertus ; et cet état social est diablement idéal. »* Il s'élève ici au niveau des plus hardis utopistes du siècle, des maîtres à penser des « Enragés » que brisera Robespierre avant même les Thermidoriens, de Stendhal (22), que Lénine souhaitera voir étudiés par le prolétariat : l'idéal de Diderot est ici notre but.

Si donc l'horizon « réaliste » de Diderot est celui de la démocratie bourgeoise fondée sur la propriété, l'élan de sa pensée va beaucoup plus loin que le « possible » qui le détermine et que réaliseront maigrement les révolutions bourgeoises : la pointe de sa pensée s'adresse à une autre classe et fonde son droit à une autre révolution et à une autre société.

Le vrai Diderot

Impossible de terminer ces notes — brèves pour l'importance du sujet — sans mentionner rapidement deux thèmes anti-Diderot qui ont fait couler des fleuves d'encre : son conflit avec Jean-Jacques Rousseau et ses relations avec Catherine II.

En ce qui concerne celle-ci, si Diderot a pu nourrir quelques illusions (qu'il n'avait pas à l'égard de Frédéric II), elles s'évanouirent lors de son voyage en Russie, où il lui parla avec le maximum de franchise possible dans un tel cas, comme on l'a vu par la citation ci-dessus. Et si les générosités de la souveraine, qui lui assura les conditions de sa création si libre des vingt dernières années de sa vie — après qu'elle lui eût proposé de finir *l'Encyclopédie* à Moscou — lui imposa une relative modération, on a vu que ses attaques générales contre rois et tyrans portait des coups à revers contre le pouvoir de l'autocrate, qui, à tout prendre n'avait pas à être sa cible prioritaire. Pour lui aussi, l'ennemi était dans son propre pays. Dans un point complet sur la question, Yves Benot écrit : « Il n'était (...) pas indispensable d'attendre la très tardive révélation des *Observations sur le Nakaz* pour savoir que Diderot ne s'était pas mis à genoux devant la meurtrière de Pougatchev et la mainteneuse du servage ; quel que soit l'usage privé et financier qu'il a pu faire de l'impératrice (...), il n'en a pas moins dit tout haut ce qu'il avait à dire sur l'autocrate. »

Quant au conflit des Encyclopédistes et de la « clique holbachienne » avec Jean-Jacques Rousseau, les re-

22. Cf. F. Rude, « Stendhal et la pensée sociale de son temps », G. Monfort, éd. Saint-Pierre de Salerne 27800 Brionne.

cherches anecdotiques sur les responsabilités individuelles sont de sixième ordre. En ce qui concerne Diderot, sa sincérité ne fait pas plus de doute que la susceptibilité maladive de Rousseau. Mais en face de celle-ci Diderot a été maladroit, brouillon, gaffeur, indiscret, comme cela lui arrive assez souvent. Son caractère était l'exact opposé de celui de Jean-Jacques. Mais il est remarquable qu'il tenta, après la rupture de 1758, de renouer, fut rebuté par Jean-Jacques, mais qu'il défendait publiquement les écrits condamnés du Génevoix en 1763. Cependant, les faits importants, fondamentaux sont ailleurs, car, comme l'écrit Pierre Naville (23) : « la discussion avec Rousseau prit une tournure philosophique, politique et tactique tout à fait large. L'aile marchante de *l'Encyclopédie*, constituée par les matérialistes, fut contrainte de rompre avec le déiste Rousseau, contempteur de la civilisation. » Et Yves Benot, qui connaît bien les supériorités relatives de Rousseau, n'en relève pas moins que si Diderot « n'a pas la rigueur théorique de l'auteur du *Contrat social*, il est en revanche beaucoup plus proche d'une action révolutionnaire réelle ; loin de se retrancher dans l'analyse des faits sociaux, il est pressé d'envisager les moyens effectifs des changements. Et si, par tempérament et même par formation, il souhaiterait voir aboutir les réformes par la voie pacifique, s'il est physiologiquement réformateur plutôt que révolutionnaire, sa grandeur est d'avoir fait siennes les conclusions imposées par la réalité, d'en être venu à la conviction que les philosophes devaient faire appel au soulèvement des masses, que seules les masses pourraient jeter à bas l'ordre existant, et que le rôle des philosophes était de prendre leur tête pour éviter que la révolte ne tourne court, mais pour qu'elle fasse place nette pour l'application du programme des Lumières, d'une politique reposant sur le principe énoncé devant Catherine II : *« Il n'y a qu'une seule vertu, la justice ; un seul devoir, de se rendre heureux (...) La loi qui prescrit à l'homme une chose contraire à son bonheur est une fausse loi, et il est impossible qu'elle dure. »*

Les notes ci-dessus représentent un choix, comportant nécessairement leur part d'arbitraire, mais largement volontaire parce « qu'il s'agissait d'aller à contre-courant, aussi bien de l'engluement de Diderot dans ses louvoiements que des statufiages dans le passé ou dans le superstructurel, alors que sa « véritable affaire » a été « la politique, bien plus que la philosophie ». Ce jugement était encore d'Yves Benot, à qui il faut emprunter enfin, pour conclure ces lignes de sa propre conclusion : *« Relire Diderot, c'est (...) être dérangé à chaque tentation de sommeil dogmatique, être assailli de questions, et obligé de s'interroger, de chercher davantage. »*

23. Pierre Naville, « D'Holbach », éd. Gallimard, 1943. Encore un livre, l'unique consacré au baron d'Holbach, et qui n'a pas été réédité pour l'année Diderot.

Une mise au point de Jacques Sapir

Nous avons reçu cette lettre de Jacques Sapir, auteur du livre « Travail et travailleurs en URSS », dont notre collaborateur Michel Lequenne a fait la critique dans le n° 33 de « Critique communiste », septembre 1984.

On ne prête qu'aux riches. C'est peut-être vrai, aussi, pour les opinions.

En particulier, en quoi qualifier de « seconde révolution » la période 1930-1941 est-elle la justifier ? A moins que l'on ne prête à l'auteur l'idée que *toute* révolution est positive...

De même, écrire à propos d'une opinion, ou d'un résumé (en l'occurence celui de la page 19) que les plus réactionnaires peuvent y souscrire ne saurait préjuger du fond. Pratiquer l'amalgame entre les opinions et les démonstrations, c'est croire que la « Vérité » n'est accessible qu'à ceux dont les opinions sont « justes ». Vieille plaisanterie dont les staliniens se rapaissent depuis près d'un demi-siècle. L'exemple de Balzac montre que l'on peut être à la fois réactionnaire et lucide (relisez Lukacs).

Par ailleurs, certains développements de ma prose ont déconcerté (au mieux) ou (au pire) ont été visiblement déformés.

Jamais il n'a été écrit que *pendant la NEP* les travailleurs étaient terrorisés. Bien au contraire, si il y a répression anti-ouvrière (et antisyndicale) les luttes des travailleurs sont particulièrement vigoureuses. Les deux ne sont pas incompatibles. La vigueur de l'activité ouvrière va perdurer tant qu'il y aura, sous la direction de Tomsky, une quasi-indépendance, de fait, du syndicat. Entre parenthèses, ceci fait justice de l'accusation (ou plus exactement de l'insinuation) de Lequenne selon laquelle dans ce livre serait développée la thèse de la continuité entre 1917 et 1930 (mieux vaut des dates que des termes comme « léninisme » et « stalinisme » qui décrivent, peut-être, une idéologie (et encore) mais pas une réalité sociale). L'appréciation positive portée dans ce livre sur la NEP a, justement, été oubliée. Elle gênait sans doute Lequenne pour instruire mon procès idéologique.

Autre problème : il est amusant de lire le fait que la *concurrence* fonctionne à l'inverse, contredise « ma » (!) thèse du capitalisme d'Etat. Signalons, d'ailleurs, que dans sa critique Lequenne a remplacé le mot concurrence par économie, ce qui est loin d'être neutre. Un exemple montrera au lecteur de quoi il retourne. Dans la CEE (et donc en France), certaines productions agricoles, comme le lait, se font avec un prix garanti. Le résultat est que les producteurs marchands se concurrencent sur la quantité, et par là, sur les moyens pour maximiser cette dernière. Le résultat est bien connu de tous : il y a surproduction de produits laitiers mais on importe des tourteaux de soja pour nourrir le bétail. Excédents en aval, pénurie en amont, c'est ainsi que fonctionne le système soviétique. En quoi est-ce différent de la CEE... ? Bref, et pour conclure, que ce livre ne fasse pas plaisir à tous on pouvait d'avance s'en douter. Cela n'autorise personne à user du procès d'intention, de la déformation d'opinion et du charcutage de citation. Mieux vaudrait le débat sur le fond. Mais est-ce possible ?

J. Sapir
Paris, le 11 décembre 1984

Réponse de Michel Lequenne

Procès d'intention ! Procès idéologique ! Déformations ! Charcutage de citation ! Les lecteurs reliront mon article et constateront que J. Sapir souffre de la maladie de la persécution.

Si son livre m'avait gêné, ne m'avait « pas fait plaisir » (!), pourquoi aurais-je consacré temps et effort à écrire pour en recommander la lecture ?

J'en ai apprécié la description des phénomènes actuels, la « lucidité » sur les faits. Mais puisque Sapir, au nom de Balzac qui n'en peut mais, revendique le droit d'être réactionnaire — que je lui reconnais volontiers — pourquoi faire tant de bruit parce que je ne l'approuve pas dans ses conclusions et que je dévoile ses ambiguïtés, ses insinuations, ses confusions ?

C'est qu'il appartient à cette catégorie de « déçus » du stalinisme et du mao-stalinisme qui sont tellement tourmentés par « leur propre passé que, sans changer d'état d'esprit, il vont tout droit dans le camp de la démocratie bourgeoise ou du semi-anarchisme libéral » (Trotsky, Oeuvres, *T 18, p. 142). Et surtout d'un antitrotskysme fiévreux.*

Que, de là, il m'accuse de « méthodes staliniennes », relève de la psychanalyse.

Puis, après m'avoir injurié, il me propose de débattre sur le fond. Quel fond ? Sur les révolutions contre-révolutionnaires ou sur l'identité des économies de l'URSS et de la CEE ? Il doute : « Est-ce possible ? » Avec ses méthodes polémiques, non vraiment !

M. L.

SOMMAIRE

EDITORIAL

Ouvrez les yeux, fermez la télé ..... p. 3

En France, si vous saviez

Plan Famille : quand natalité rime avec austérité ..... p. 4
Racisme, sexisme : vieux arguments et nouvelles attaques ..... p. 6

Dossier

Bébés sur ordonnance ..... p. 7
De l'enfant à tout prix au prix de l'enfant ..... p. 8
Table ronde : désir ou non d'enfant ..... p. 13
Au coin de l'adoption, le paradoxe ..... p. 15
Enjeux des techniques nouvelles ..... p. 17
Le corps des femmes saisi par la médecine ..... p. 20

En débat

Colloque : Féminisme ou pacifisme ..... p. 22

Si toutes les femmes du monde

Violence et droit à l'avortement aux USA p.23
Interview de féministes yougoslaves : le mythe de l'égalité ..... p. 24
Nicaragua : paysannes dans les coopératives ..... p. 28

En bref p.30

L'une a aimé, l'autre pas

Sappho, poète de l'angoisse existentielle (fin) ..... p. 31
Actualité du *Deuxième Sexe* ..... p. 32
Evelyne Sullerot : *Pour le meilleur et sans le pire* ..... *p. 34*

Abonne-toi, abonne tes ami(e)s!

France 5 numéros : 65 F
Etranger 5 numéros : 75 F
Etranger par avion 5 numéros : 100 F

Nom* .....

Prénom* .....

Adresse complète* .....

.....

désire s'abonner aux « Cahiers du féminisme » à partir du n°..... (chèque bancaire ou postal à l'ordre de la PEC, à envoyer à PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil France).

N'hésitez pas à nous faire part de vos suggestions et... de vos critiques.

Vient de paraître

cahiers du féminisme

Les « Cahiers du féminisme » sont publiés par la LCR. Ils se veulent un instrument militant au service des luttes des femmes contre leur oppression, dans une perspective socialiste.

Les « Cahiers du féminisme » veulent être aussi un lieu de débat et d'échange d'expériences.

N° de la commission paritaire 60 155
Directrice de la publication : Isabelle Alleton

Les librairies où vous trouverez « les Cahiers »

Paris
LA BRECHE 9, rue de Tunis, 75011 Paris
CARABOSSES 58, rue de la Roquette, 75011 Paris
PARALLELES 47, rue Saint-Honoré, 75001 Paris
AUTREMENT DIT 73, boulevard Saint-Michel 75005 Paris

Province
LA BRECHE 34, rue de l'Université, 34000 Montpellier
NATHANAEL 4, cours Avaricum, 18000 Bourges
LE THE QUI LIT 10, rue Peyrollerie, 12100 Millau

Index des articles parus dans « Critique communiste » pendant l'année 1984.

N° 25, janvier 1984.
— Les fausses évidences de Lutte ouvrière. Philippe Andréa.
— **Dossier** : Pap'Chap : 100 jours d'occupation. Michel Morel et Etienne Toblat.
— Comment s'est formée la conception léniniste du parti. Antoine Artous.
— CGT, autour de la scission de 1921. A propos du livre de L. Batsch et M. Bouvet.
— Le PS de la Commune à nos jours. Un livre de Jacques Kergoat.
— Index des articles parus dans *Critique communiste* pendant l'année 1983.

N° 26, février 1984.
— Les enjeux politiques de Talbot.
— « Zéro licenciement », une ligne de partage dans le mouvement ouvrier. Françis Sitel et François Ollivier.
— Intervention d'Ernest Mandel au VIe Congrès de la LCR, au nom du SU de la IVe Internationale.
— **Dossier** : Les politiques natalistes en France. Frédérique Vinteuil.
— Le PCI, FO et « la démocratie politique ». Jacques Carvel.
— Victoire de Chalamov. Michel Lequenne.
— La Deuxième Déclaration de La Havane (1962). Extraits de ce manifeste de la révolution cubaine.

N° 27, mars 1984.
— Echec cinglant de l'impérialisme au Liban.
— Défense de l'école publique : il y a urgence ! Nicolas Jeanson.
— La « question femmes » dans la CGT et la CFDT. Danielle Lacoste.
— **Dossier** : Crise des Charbonnages : il n'y a pas de fatalité aux suppressions d'emplois. Alain Nazier.
— Classe ouvrière et division syndicale dans la période 1977-1981. Jacques Kergoat.
— André Glucksmann, chevalier de l'Occident. Alain Brossat.

N° 28, avril 1984.
— Rhône-Poulenc-Vitry : premiers enseignements d'une grève. Michel Verréo.
— **Dossier** : 1. Compétitivité et sureffectifs : où mènent les recettes patronales. 2. De l'impossible reconversion capitaliste à l'actualité du socialisme. Maxime Durand.
— **Débat**. Pour des propositions économiques alternatives, contribution de la gauche autogestionnaire. Faire face, contribution du PCML.
— La grande mutation de l'industrie américaine. Jack Marsh.

N° 29, mai 1984.
— Les élections européennes et leurs enjeux.

— PIERRE FRANK, 1905-1984.

— Cinquante-cinq ans au service du trotskysme et de la révolution. Un entretien avec Pierre Frank.
— Nouvelle étape dans la crise de la majorité PS-PC. Françis Sitel.
— **Dossier** : Conseils d'usines et unification syndicale en Italie (1969-1984). Anna Libéra.
— **Débat**. Pour le mouvement révolutionnaire : quelle urgence ? Contribution de Lutte ouvrière. L'alternative se construira dans les luttes, contribution de l'UTCL.

N° 30, juin 1984.
— Oui, les 35 heures, pour l'Europe des travailleurs !
— Unité d'action, perspective socialiste et démocratie. Un entretien avec Gilbert Declercq.
— **Dossier** : La progression de Force ouvrière, portée et signification. Jacques Carvel.
— Exclusion de S. Just et dérive du PCI. François Ollivier.
— Portugal : les leçons d'avril. A propos du livre de G. Filoche. Francisco Louça et Charles Michaloux.
— *L'Audace ou l'enlisement*, d'Alain Lipietz.
— **Débat**. Pour une opposition ouvrière au gouvernement ! Contribution de la LOR.

N° 31, juillet 1984.
— La France après le 17 juin.
— Le Pen : une menace et ses limites. Christian Picquet et René Fougerolles.
— **Dossier** : La grève des métallurgistes en RFA : les travailleurs allemands rattrapent les luttes de la classe ouvrière européenne. Jacob Moneta / 35 heures et stratégie du « partage du travail». Michel Dupont.
— « Pour un nouveau pacte entre travailleurs ». Entretien avec Benjamin Coriat.
— Pologne : quand le PC suisse publie ce que *l'Humanité* ignore. Documents.
— *Les Quatre Premiers Congrès de l'Internationale communiste*. Une réédition bienvenue. Antoine Artous.

N°32, spécial « 1984 ». 68 pages, 30 F.
— Bonjour M. Orwell.
— *1984*, contre-utopies, utopies et marxisme. Michel Lequenne.
— *1984*, le mysticisme de la cruauté. Isaac Deutscher.
— *1984* et la Hongrie. György Dalos.
— *1984* en 1984 : variations sur un crépuscule très orwellien. Alain Brossat.
— L'avenir radieux de la technique. Maxime Durand.
— Utopies, rejet l'utopie et projet révolutionnaire. Entretien avec Daniel Bensaïd.
— Marxisme et utopie révolutionnaire chez Ernst Bloch. Carlos Rossi.

N° 33, septembre 1984.
— A quoi sert le gouvernement Fabius ? Laurent Carasso.
— PCF : étapes d'une faillite. Michel Thomas.
— **Dossier** : La Ve République de De Gaulle à Mitterrand. Christian Picquet.
— Mai 1947 : quand le PCF était chassé du gouvernement. Maria Perez et Philippe Andréa.
— L'affaire de la Continental-Illinois et le spectre d'un krach financier. Nicolas Maheu.
— Qu'en est-il du prolétariat soviétique ? A propos du livre de J. Sapir : *Travail et travailleurs en URSS*. Michel Lequenne.
— *Rapport gay* : l'homosexualité en statistiques. Daniel Lacaze.

N° 34, octobre 1984.
— L'extradition des militants basques : l'infamie.
— Ecole : une grave défaite politique. Françis Sitel.
— Dérive de la direction CFDT. Pierre Rème.
— **Dossier** : La grève des mineurs britanniques. Janine Inglefield.
— Lire *Printemps portugais*. Matti Altonen.
— Un livre du PCF sur Léon Trotsky. Philippe Andréa et Françis Sitel.

N° 35, novembre 1984.
— Il y a trente ans en Algérie, le 1er novembre.
— Opérations scissionnistes contre la FEN. Nicolas Jeanson.
— **Dossier** : démocratie révolutionnaire et élections au Nicaragua. Carlos Rossi / Documents du FSLN.
— Algérie : la révolution bloquée. Une interview de Sami Naïr.
— CFDT : des forces importantes pour redresser la barre. Pierre Rème.
— Lettre ouverte du BP de la LCR à la direction de Lutte ouvrière.
— Déclaration de la LCR au congrès constitutif du Front de libération nationale kanake et socialiste.

N°36, décembre 1984.
— Nouvelle-Calédonie : pourquoi nous sommes aux côtés des indépendantistes. Claude Gabriel.
— Les âmes mortes. A propos de la publications des « notes » de Kanapa sur les rapports Kremlin-PCF. Françis Sitel.
— **Dossier** : Ecole : hier la « rénovation », aujourd'hui la « restauration ». Nicolas Jeanson / Les pamphlétaires de la croisade antipédagogie. Olga Zamiatine.
— Quand un tournant du PCF donne le tournis à Lutte ouvrière. Michel Thomas.
— Notes sur l'écrivain révolutionnaire Denis Diderot (I). Michel Lequenne.

Dossiers parus dans « Critique communiste » en 1983

♦ N° 15, janvier 1983 : Vingt-quatre ans après le triomphe de la révolution, parti, organisations de masse et « pouvoir populaire » à Cuba.
♦ N° 16, février 1983 : La place des municipalités dans l'Etat et le système capitaliste. L'idéologie sécuritaire au service de la réaction.
♦ N° 17, mars 1983 : La crise du système de protection sociale.
♦ N° 18, avril 1983 : La France dans la division internationale du travail : contrainte extérieure et rupture avec le capitalisme.
♦ N° 19, mai 1983 : Immigration et antiracisme. Les luttes des travailleurs immigrés depuis le 10 mai.
♦ N° 20, juin 1983 : Le « temps choisi », bluff et danger.
♦ N° 21, juillet 1983 : La révolution permanente en Amérique centrale.
♦ N° 22, octobre 1983 : Quatrième chaîne de télévision : péage, mouchards électroniques et autres « fillioud... teries ».
♦ N° 23, novembre 1983 : Chômage et automation, l'impasse capitaliste.
♦ N° 24, décembre 1983 : Centres de tri, bilan et enseignements d'une grève.

Quatrième Internationale

Organe du Comité Exécutif International de la IVe Internationale

Au sommaire de ce numéro 15, 1er novembre 1984 :

— Editorial : l'épopée des mineurs britanniques
— Turgut Taylair : Etat et capital dans la Turquie contemporaine.
— Un programme révolutionnaire pour la République dominicaine.

Larges extraits du programme adopté par le congrès du Bloque socialista, organisation dominicaine avec laquelle la IVe Internationale entretient des relations fraternelles.

— Salah Jaber : révolution permanente et dictature du prolétariat (de la Commune de Paris au Nicaragua sandiniste).

Une longue étude qui traite de problèmes politiques et théoriques fondamentaux débattus aujourd'hui dans la IVe Internationale et dans d'autres secteurs du mouvement révolutionnaire.

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	160 F	
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F

Nom : .....

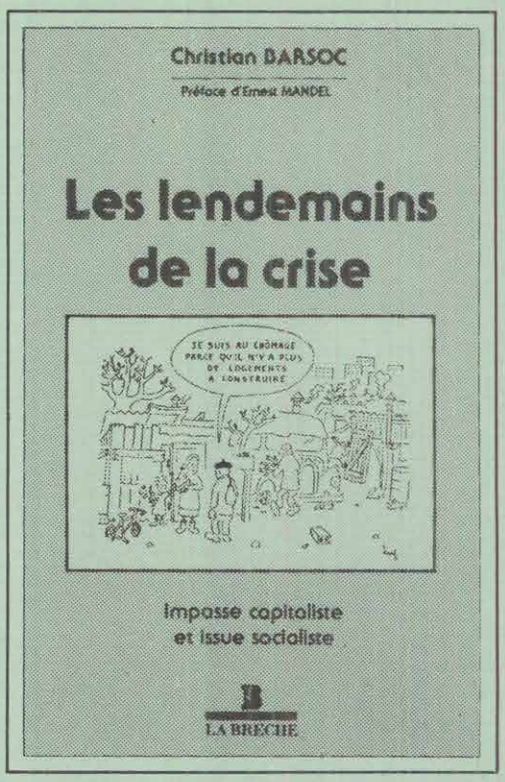
Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Formule choisie : ☐

Réglement à l'ordre de PEC
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil
Tél : 859 00 80



— Les recettes économiques bourgeoises ne fonctionnent plus. Seule l'interprétation marxiste permet d'analyser et de comprendre les racines de la crise.

—A quel coût social et humain la crise peut-elle être surmontée dans le cadre du système capitaliste ?

— Une issue socialiste est possible, fondée sur la planification et la démocratie ouvrière. Mais elle suppose une rupture révolutionnaire.

— Ce livre est produit par le Groupe de travail économique de la LCR.

65 F.

LA LIBRAIRIE La Brèche est ouverte

Le lundi de 14 h à 20 h

les autres jours de 12h à 20 h, y compris le samedi

9,rue de Tunis 75011 Paris

Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80
Directeur de la publication : Christian Lamotte
Imprimerie Rotographie. ISSN 0298-2068. N° CP : 56 5511